
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49308

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

WILLEM FRIJHOFF

SURPLUS OU DEFICIT?
HYPOTHESES SUR LE NOMBRE REEL DES ETUDIANTS
EN ALLEMAGNE A L'EPOQUE MODERNE (1576-1815)

1. L'idée de surproduction intellectuelle et sa fortune

La préoccupation d'une maîtrise active du nombre d'intellectuels dans une nation paraît être née au cours du XVII^e siècle. Elle fut particulièrement féconde dans certains Etats du Saint-Empire Germanique, où elle répondait au sentiment plus ou moins diffus de l'existence d'un surplus d'étudiants, et partant de futurs intellectuels, qui eût conduit, à long terme, à l'engorgement (*Ueberfüllung*) des carrières disponibles, à l'épuisement des secteurs productifs de la nation allemande – en raison de la fuite des meilleurs éléments vers les professions réputées improductives – et à la création d'une sorte de prolétariat intellectuel qui, sous-employé ou en chômage, eût été largement à la charge de la collectivité. Actuellement ces craintes et préoccupations sont généralement résumées dans le terme *Ueberfüllungsthese*.

Ces idées trouvaient leur corollaire dans une aspiration croissante à des formes plus organisées de formation professionnelle auprès des gens de métier, des commerçants et des praticiens des arts mécaniques.¹ Elles s'étaient par ailleurs sur une double série d'observations. La première, de caractère surtout expérimental, constatait l'accroissement rapide du nombre des universités et des gymnases académiques² dans les divers Etats de l'Empire, suite au renforcement de leur autonomie territoriale et confessionnelle. En dotant leur territoire d'un établissement d'enseignement supérieur, les princes et les magistrats des villes libres furent guidés par

¹ Pour ce contexte, voir: René KOENIG, *Vom Wesen der deutschen Universität*, Berlin (Verlag »Die Runde«) 1935, p. 17-22; de même: Alfred HEUBAUM, *Geschichte des deutschen Bildungswesens seit der Mitte des 17. Jahrhunderts*, vol. I: *Das Zeitalter der Standes- und Berufserziehung*, Berlin (Weidmann) 1905 (repr. 1973); et l'ouvrage bref mais incisif de Hans GERTH, *Die sozialgeschichtliche Lage der bürgerlichen Intelligenz um die Wende des 18. Jahrhunderts*, Berlin (VDI-Verlag) 1935 (thèse Francfort), notamment p. 24-79.

² Il s'agit de collèges de plein exercice souvent déjà anciens, qui furent progressivement coiffés de différents cours d'enseignement supérieur, voire de facultés entières, mais sans obtenir le droit de collation des grades.

un faisceau de motifs, parmi lesquels l'on peut distinguer presque toujours les quatre suivants: des raisons de prestige et de protectionnisme financier; le souci de promouvoir le niveau culturel du territoire ainsi que l'exercice des arts et des lettres; la volonté de contrôler la formation du fonctionnariat et du clergé; enfin la crainte d'une contamination religieuse des étudiants dans les universités dissidentes – crainte justifiée entre toutes, si l'on en juge d'après le morcellement de la carte religieuse de l'Empire.

Ce premier constat fut bientôt conforté, puis relayé par un deuxième, autrement plus inquiétant, à savoir celui du nombre jugé excessif de candidats qui concouraient pour la moindre charge vacante, ceux-ci étant, de surcroît, le plus souvent nettement surqualifiés par rapport au niveau des capacités ou des connaissances requises pour chaque poste, et se contentant d'émoluments qui semblaient largement inférieurs à ce que le prestige de leur formation leur eût dû garantir.

La seconde série d'observations, plus raisonnées, partait d'une comparaison de l'état des universités dans le passé et le présent. Elle tentait d'évaluer à différentes époques le niveau des études, mesuré à l'aune de la qualité des professeurs – déduite de leur renommée et de l'influence présumée de leurs oeuvres – et de l'afflux des étudiants, mis en rapport causal avec la réputation de l'université. Puis au XVIII^e siècle, au début de l'ère statistique, une mesure apparemment plus objective fut trouvée: les recteurs et secrétaires des universités, gardiens des archives, se mirent à compter le nombre d'inscriptions semestrielles ou annuelles dans les livres matricules de leurs établissements, à confronter les périodes entre elles et à conclure à l'essor ou au déclin des études suivant que le nombre d'immatriculations augmentait ou diminuait. Faut-il préciser que les critiques contemporains incriminaient dans leur quasi-totalité un hypothétique excès d'étudiants, comme responsable du déclin du niveau intellectuel en général et de celui des études universitaires en particulier?

De telles conclusions n'étaient pas propres au seul Empire, mais l'histoire de leur évolution dans une perspective internationale reste à écrire. En tout cas elles s'inscrivaient, du moins dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans un courant envahissant d'auto-protectionnisme socio-culturel au sein des élites dirigeantes de l'Europe occidentale toute entière. Aussi ne mériteraient-elles pas d'attention spéciale, si elles n'avaient façonné le fondement, solide et durable, d'une longue tradition idéologique, exprimée dans la conviction à peu près constante des élites dirigeantes d'une surproduction d'intellectuels qui devait inévitablement conduire ceux qui n'étaient pas »bien nés« au chômage (ou à tout le moins à une vie matérielle étriquée, créatrice de rancoeurs toujours dangereuses pour l'ordre social), au parasitisme, voire à la subversion des idées. Dans ces conditions

l'autorité civile se devait de prendre des mesures énergiques si elle voulait éviter la ruine matérielle et morale de ses Etats, ainsi que le prétendait notamment le puissant courant mercantiliste, interventionniste de nature.

Erman et Horn ont recensé une quarantaine de publications parues dans l'Empire avant 1800 et consacrées exclusivement à cette problématique,³ mais il y en eut d'autres et l'on trouverait facilement de nombreuses allusions plus ou moins directes à la discussion dans les correspondances savantes et les mémoires privées de l'époque. Ce qui suit n'a donc qu'une valeur de sondage.

Bien que l'essentiel du débat eût lieu depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle, dès les années 70 du siècle précédent quelques voix s'élevèrent contre le nombre jugé excessif des universités et des intellectuels désireux de vivre des deniers de l'Etat.⁴ Arguant de la diminution de l'autorité (*autoritas*), du prestige (*aestimatio*) et des conditions de vie (*misera satis conditio*) des intellectuels (*literati*) en surnombre, un auteur anonyme, que l'on a identifié avec Paul Grunewald, proposa en 1677 de procéder à une réduction autoritaire du nombre d'étudiants, en fonction du nombre de charges (*dignitates*) disponibles, *ne plures civium literis incumbent, quam cujusvis status ratio requirit*.⁵ Plaidant la thèse de la transmission héréditaire du bagage culturel, Grunewald suggéra une stricte autoreproduction des élites, en réservant aux seuls fils de *literati* l'accès aux universités.⁶ Au lieu de perdre leur temps et leur patriotisme au cours d'années d'errance académique à l'étranger, le futur fonctionnaire ferait mieux, selon lui, d'aller passer quelques années à la Cour de Vienne, afin d'y acquérir sur le tas de solides connaissances sur l'état et le fonctionnement de l'Empire.⁷ Aux autres restaient toujours l'armée et la manufacture pour faire fortune. Et Grunewald d'exalter la sage politique du Roi de France en ce domaine!

Ce plaidoyer respire une mentalité moderne, notamment en ce qui concerne le souci de formation professionnelle, dans une perspective de

³ W. ERMAN & E. HORN, *Bibliographie der deutschen Universitäten*, t. I, Leipzig-Berlin (Teubner) 1904 (repr. 1965), p. 226-228, n° 4646-4684; cf. également les indications chez R. KOENIG, *op. cit.*, p. 22-40.

⁴ Anon., *Von dem übermassigen Studieren der Teutschen*, in: *Die rechte Reise-Kunst*, Francfort 1674, p. 276-288 (ERMAN-HORN, I, n° 4646).

⁵ (Paul GRUNEWALD), *Germania milite destituta, et literatis sua ceu mole laborans*, Cosmopoli (Leyde? Marque à la sphère) 1677, p. 21 (Paris, B. N.: M 14522). Ce personnage semble avoir appartenu aux milieux militaires.

⁶ *Ibid.*, p. 24: *Literatorum enim liberos, sub Coelo et Sydere Musis faventiore natos, haereditario quasi jure sapere, bonisque literis solide addiscendis, caeteris esse feliciores, vanum non est augurium, quippe cum de genio ingenioque parentum liberos participare, provida ista rerum Parens Natura voluerit.*

⁷ *Ibid.*, p. 58.

rentabilité et d'utilité immédiate des études, même si cette formation n'apparaît pas encore comme intégrée dans le curriculum universitaire. A vrai dire, de tels projets d'intégration venaient d'être proposés dans l'Empire par deux auteurs, dont les préoccupations étaient, au demeurant, fort éloignées l'une de l'autre.⁸

L'on sait que Jean-Amos Komenský (1592–1670), le dernier évêque des Frères bohèmes, plus connu sous le nom de Comenius, appliqua une théorie générale des arts et des sciences à son système d'enseignement, dans sa »Didactica magna« (1627–1632). Tandis que l'école latine (le collège), qui prend chez Comenius une fonction propédeutique, doit hisser l'élève au niveau de la *tota artium encyclopaedia*, en développant son intelligence et son esprit de jugement, l'enseignement lui donnera l'*eruditio perfecta*, par la formation de ses capacités d'harmonisation des arts et des sciences. Chacune des quatre facultés s'occupe, dans ce système, d'une dimension essentielle de la vie humaine, complémentaire des trois autres: la théologie prend soin de l'âme, la philosophie de l'esprit, la médecine des fonctions vitales du corps et le droit de la vie en société. L'ensemble de l'université forme ainsi le sommet de la hiérarchie scientifique. Ce qui nous importe tout particulièrement ici, c'est le projet de Comenius d'instituer à la sortie du collège un examen public de passage, séparant, sans considération de l'origine sociale, les élèves qui seraient capables de suivre cette voie universitaire de ceux qui devraient être destinés à d'autres carrières. Cette sélection s'inscrit, en effet, dans un souci de maîtrise du marché du travail intellectuel, dans la mesure où l'examen de passage devait contrôler l'aptitude de l'élève à suivre avec succès l'enseignement de la faculté à laquelle il se destinait et dont les contours devaient être dessinés au préalable par les besoins concrets de l'Eglise et de l'Etat. Ces besoins devaient donc jouer un rôle régulateur à l'intérieur d'un processus d'apprentissage plus large, car visant l'universel.

Dans une toute autre perspective se situent les implications pédagogiques de la théorie politique que le futur chancelier de Saxe-Gotha, puis de la nouvelle université de Halle, Veit Ludwig von Seckendorff (1626–1692) publia dans son ouvrage bien connu »Teutscher Fürsten-Staat« (1656). Lui aussi réclame un examen de passage susceptible de prouver l'»aptitude aux études« de l'aspirant. Mais pas à n'importe quelles études. L'intellectuel doit, en effet, »être utile dans les fonctions d'Eglise et de l'enseignement, dans les tribunaux et les conseils«.⁹ L'école élémentaire et

⁸ Nous suivons l'excellent résumé de leurs projets dans ce domaine de Hans-Georg HERRLITZ, *Studium als Standesprivileg: Die Entstehung des Maturitätsproblems im 18. Jahrhundert*, Francfort (Athenäum-Fischer Taschenbuch Verlag) 1973, chap. I, p. 16–31.

⁹ Cité par HERRLITZ, *op. cit.*, p. 27.

le collège constituent en quelque sorte un double entonnoir, une machine à sélectionner les meilleurs à l'aide de bourses destinées à égaliser au maximum les chances – quitte à rejeter impitoyablement dans leur milieu d'origine ceux qui n'auront pas su se montrer à la hauteur de l'examen préprofessionnel qui ouvre la voie à l'université.

Si l'évêque Comenius fait jaillir ses propositions concrètes d'une théorie générale de l'homme et de son monde, le caméraliste Seckendorff se place résolument dans une perspective de bon gouvernement. L'enseignement supérieur est pour lui une forme de formation professionnelle comme une autre. Les besoins de l'Eglise et de l'Etat ne sont pas simplement régulateurs, mais constitutifs du système d'enseignement. Aussi s'oppose-t-il à toute croissance sauvage du nombre d'étudiants, qui soustrairait indûment, donc à l'encontre des besoins calculés, des forces productives aux couches inférieures de la pyramide socio-professionnelle.

Ce qui n'est encore qu'une donnée supposée chez Seckendorff – à savoir l'éventualité d'un surplus d'intellectuels dans l'Etat – deviendra au XVIII^e siècle un poncif qui déterminera dans les Etats les plus importants de l'Empire, et notamment en Prusse – où Frédéric II inaugurerait un interventionnisme tâtilon de l'Etat dans le monde éducatif –, la politique gouvernementale à l'égard des universités, quasiment toujours dans un sens restrictif, en limitant l'accès en fonction du nombre des charges disponibles.

Le juriste influent Augustin Leyser (1683–1752), professeur à Wittenberg, fit faire de cette théorie un argument de jurisprudence dès 1713, lorsqu'un de ses étudiants soutint la thèse suivante: un père de famille refusant de payer les dettes contractées par son fils à l'université, où celui-ci était allé étudier contre le désir formel de son père, ne saurait être condamné à l'acquittement de cette somme, puisqu'il n'existe pas de droit aux études universitaires et cela d'autant moins qu'un surplus d'intellectuels par rapport aux charges disponibles est nuisible à l'Etat parce qu'il rompt l'équilibre entre les secteurs du travail manuel et du travail intellectuel.¹⁰ La thèse de la surproduction intellectuelle apparaît ici comme une évidence qui ne demande même pas discussion. Autrement dit, elle est entrée dans le système idéologique des élites.

Mais c'est surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que la discussion se généralise. Dès sa première année (1763) le périodique »Hannoversches Magazin«, par exemple, consacre un long article à »la foule

¹⁰ Aug. LEYSER, *Meditationes ad Pandectas*, vol. I, ed. 3^a, Leipzig-Wolfenbüttel (J. C. Meisner, 1741) spec. 17: *De patria potestate* (1713); *Multitudo scholarum, academiarum et studiosorum reipublicae est damnosa*, p. 177–180.

des étudiants en Allemagne¹¹. L'auteur anonyme y chiffre le nombre d'étudiants à 10 000, ce qui, avec une durée moyenne des études de trois ans, donne 100 000 savants en l'espace d'une génération. »Il est vrai«, ajoute-t-il, »que beaucoup d'entre eux échouent au cours de leurs études universitaires, ou peu de temps après, ce qui fait qu'il y a beaucoup de doctes brasseurs, soldats, hussards, laquais, mendiants, etc.«¹² A son avis l'Etat ferait mieux de subventionner l'artisanat, d'autant que beaucoup de soi-disant intellectuels ne sont en fait que des travailleurs manuels de la plume, qui gaspillent le plus clair de leur énergie dans la lutte pour une fonction minable. Le mépris des arts mécaniques et la répugnance des jeunes pour toute relation prolongée de dépendance – comme la période d'apprentissage auprès d'un maître – sont pour lui les causes principales de cet état de fait. D'où, par exemple, le surplus en médecins et le déficit en chirurgiens. Toutefois, l'auteur plaide pour une grande prudence à l'égard d'un possible examen d'entrée à l'université. Le génie, en effet, se développe selon un rythme particulier à un chacun, parfois très tardivement. Un examen superficiel favoriserait à coup sûr, selon l'auteur, les enfants de l'élite en place, qui possèdent au départ un bagage culturel important. Et cela serait regrettable, car le bien de l'Etat exige avant tout des serviteurs de qualité qui lui soient réellement utiles et non pas des élites qui conservent le pouvoir du seul fait de leur existence.

S'agit-il, dans une époque où personne ne se demandait encore si les besoins de l'Etat étaient ajustés à ceux de la société, d'une ouverture timide en direction d'une prise en compte de la demande sociale?¹³ Toujours est-il que la suspicion à l'égard des élites improductives devenait alors rapidement le Leitmotiv de la discussion. Cette méfiance se nourrissait d'ailleurs d'autres sources: les éternelles plaintes des militaires sur l'insuffisance du recrutement, l'important mouvement de réforme éducative, notamment autour de Basedow et ses philanthropiniens,¹⁴ enfin la controverse sur le danger des études du point de vue médical. Citons à cet égard, dans la foulée de l'ouvrage postume du padouan Pujati,¹⁵ l'importante étude de Simon-André Tissot (1728–1797), le pourfendeur de l'onanisme, encore médecin à Lausanne: »De la santé des gens de lettres«,¹⁶ fondée

¹¹ Anon., Von der Menge der Studierenden in Teutschland, in: Hannoverisches Magazin, a. 1, fasc. 100, 16 déc. 1763, col. 1585–1600.

¹² Ibid., col. 1586.

¹³ Cf. aussi HERRLITZ, op. cit., p. 71.

¹⁴ Cf. en français: Auguste PINLOCHE, La réforme de l'éducation en Allemagne au XVIII^e siècle: Basedow et le philanthropinisme, Paris (A. Colin) 1899, VIII–597 p.

¹⁵ Giuseppe-Antonio PUJATI, Della preservazione della salute de' letterati, Venise (A. Zatta) 1761 (3^e éd. 1768).

¹⁶ Lausanne (Grasset), Paris (Didot) 1768, XVI–246 p. Rééditions.

sur la théorie des humeurs. S'appuyant sur une maxime de Boerhaave: *L'étude commence par détruire l'estomac et si l'on n'y remédie, le mal peut dégénérer en mélancolie*,¹⁷ Tissot met en garde contre une occupation excessive de l'esprit qui ne corresponde pas à une activité comparable du corps. Des travaux de l'esprit trop assidus font perdre son activité à la liqueur séminale: c'est pourquoi on trouve tellement peu de grands hommes »qui aient des fils dignes d'eux«.¹⁸

Ce propos pessimiste pour ce qui est de la thèse de la transmission héréditaire de l'intelligence se double d'une préoccupation réelle de la croissance équilibrée de l'enfant. Aussi conseille-t-il une grande prudence dans la poursuite des études: les travaux littéraires ne doivent ni accabler l'enfant par leur nombre, ni être trop prématurés, ni trop tardifs. Si la première éducation doit être dirigée »en vue de la vocation future«, l'on ne saurait se prononcer sur l'avenir de l'enfant avant l'âge de 10 ans. Et c'est alors souvent le moins avancé qui ira finalement le plus loin.¹⁹

Les thèses de Tissot sont reprises par les premiers promoteurs de l'économie politique, tels que Justus Möser (1720-1794), fils du directeur de la chancellerie d'Osnabrück, lui-même haut fonctionnaire, homme d'Etat et un esprit profondément original. Dans un dialogue fictif il met en scène un Prince qui exprime sa crainte qu'il ne soit bientôt nécessaire d'aller labourer les champs avec des plumes, telle est l'invasion de gratte-papier sur son territoire. Son chancelier s'oppose cependant à une législation anti-universitaire irréfléchie: une sélection aveugle frapperait d'abord les catégories sociales inférieures, alors que celles-ci livrent justement les savants les plus zélés et les plus constants dans leur application aux études. En revanche, les élites établies ne fournissent que »des gens mous et hypocondriaques« qui, dès qu'il s'agit de travailler, prétextent la faiblesse de leur santé pour décamper vers une station thermale.

La solution réside selon Möser dans une révision du système d'éducation secondaire, donnant aux élèves une formation diversifiée qui les préparerait aussi bien au commerce et à l'artisanat qu'aux carrières militaires et aux emplois administratifs civils. L'hypocondrie pour sa part pourrait être combattue en astreignant les travailleurs intellectuels à un travail manuel simultané.²⁰ Cette dernière exigence fut également formulée par l'auteur anonyme d'un article paru en 1788 dans un mensuel berlinois, qui plaida en outre pour une information et orientation pro-

¹⁷ Ibid., p. 28.

¹⁸ Ibid., p. 77.

¹⁹ Ibid., p. 243-245.

²⁰ JUSTUS MOESER, *Patriotische Phantasien*, 3^{er} Theil, nouv. éd., Berlin (F. Nicolai) 1778, chap. XXX-XXXI, p. 126-134.

fessionnelle active et efficace à l'école secondaire, en fonction des aptitudes avérées et des résultats scolaires de l'élève.²¹

Le point d'aboutissement de ce mouvement critique, en ce qui concerne notre sujet, peut être trouvé chez l'orientaliste Johann David Michaelis (1717–1791) qui fut pendant 46 ans professeur à Göttingen et qui était en son temps une des gloires de cette université renommée.²² Dans une volumineuse étude sur l'état des universités protestantes en Allemagne qui les replace pour la première fois dans un cadre socio-culturel et historique plus large,²³ il ne résume pas seulement l'ensemble des arguments mentionnés ci-dessus, mais remet implicitement en cause le fondement même du statut social et du prestige des études et diplômes: »D'après la mode actuelle, l'homme de qualité fait des études en droit, même s'il n'en voit pas l'utilité mais désire simplement ne pas demeurer illettré. L'idée est curieuse. Pourquoi ne choisit-il pas la théologie, ou la médecine? Toutes les deux, en effet, le concernent bien plus, celle-ci s'intéressant au corps, celle-là à l'âme«.²⁴

Il y a là plus qu'une simple attaque sournoise contre la prépondérance des études en droit – études dont l'utilité pouvait paraître douteuse dans la mesure où le droit enseigné avait souvent fort peu de rapport avec le droit pratiqué et qu'en tout état de cause le titre de docteur en droit servait plus souvent d'ornement social, au demeurant indispensable dans la société d'Ancien Régime, que de clé ouvrant la voie d'une véritable profession de juriconsulte. En remettant en question le statut du droit dans la hiérarchie universitaire, Michaelis assignait aux études une utilité d'un autre type, moins conservatrice d'ordre social, plus productrice, fonctionnelle au sens strict du terme, et tournée vers l'utilité professionnelle immédiate. Il ne s'agit de rien de moins donc que d'un ajustement du système universitaire à un changement de société.

Tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles nous assistons dans l'Empire, par conséquent, à l'élaboration d'une théorie cohérente de la surproduction intellectuelle, ponctuée par des actes législatifs dont on trouvera le détail ailleurs.²⁵ Elle se caractérise par l'obsession d'un manque de bras

²¹ Anon., Ueber die zu grosse Anzahl der Studierenden, in: Berlinische Monatsschrift, a. 12, 1788, p. 251–267.

²² Sur lui: Allgemeine Deutsche Biographie, t. 21, 1885 (repr. 1970), p. 685–690.

²³ Johann David MICHAELIS, Raisonement über die protestantischen Universitäten in Deutschland, 4 vol., Francfort–Leipzig (s. n.) 1768–1776 (repr. 1973).

²⁴ Ibid., t. I (1768), p. 217: *Nach dem, was jetzt Mode ist, studiert der Vornehme, wenn er auch eigentlich keinen Endzweck dabey hat, sondern blos, um nicht ungelehrt zu bleiben, auf die Universität gehet, Jura. Der Gedanke ist sonderbar. Warum wählt er nicht eben so wohl die Theologie, oder die Medizin? denn beiden interessiren ihn noch näher, die eine den Leib, und die andere die Seele.*

²⁵ Cf. par exemple Adolph HECKERT, Handbuch der Schulgesetzgebung Preussens, Berlin (Schultze) 1847 (repr. 1978).

productifs et de soldats, dont sont rendues responsables tantôt les couches sociales inférieures, qui ont pour leurs enfants l'ambition de l'ascension sociale et pensent l'acquérir par la voie de l'éducation universitaire, tantôt les élites qui, en sécrétant des intellectuels sans utilité directe pour l'Etat, voire à sa charge, perpétuent un parasitisme social qui empêche l'éclosion des intelligences enfouies dans les couches populaires. Sur le plan institutionnel le nombre excessif des universités est incriminé, puisqu'en tendant à se conserver elles-mêmes, celles-ci contribuent à maintenir le mécanisme de la surproduction intellectuelle et drainent les éléments les plus capables des secteurs productifs et de l'armée.

Qu'elle adopte la forme aristocratique, s'incarne dans un idéal méritocratique ou prenne un visage populiste, cette idéologie s'inscrit dans tous les cas dans le contexte d'une société en mutation, dont les soucis principaux consistent en le renouvellement de ses cadres, en la création d'une bureaucratie et d'une armée professionnelles qualifiées et en l'amélioration de sa productivité qui s'approche peu à peu d'une phase de transformation. Le nouveau critère utilitaire des études universitaires, qui articule la théorie de la surproduction intellectuelle, reflète l'orientation dominante de la société bourgeoise naissante, dont le ressort central est la productivité, accompagnée de sa hantise du gaspillage, de la paresse et de l'inutile.²⁶ Celle-ci sert à justifier l'intervention de plus en plus fréquente de l'Etat dans le mécanisme de sélection et son contrôle de l'accès aux universités. L'institution universitaire jouera ainsi une fonction historique dans le processus de changement des structures sociales.

2. La thèse de la surproduction confortée par les chiffres: vers la courbe d'Eulenburg

Nous voici donc en présence d'une double réalité, de deux volets d'un même phénomène (la *Qualifikationskrise*²⁷), qui agissent l'un sur l'autre: d'une part la discussion sur la surproduction intellectuelle et sur l'urgence qu'il y a à la restreindre; de l'autre le fait même de cette surproduction – ou plutôt, le sentiment quelle existait, étant donné l'augmentation du

²⁶ Pour les conséquences de ces orientations sur les études secondaires en Prusse, voir Karl-Ernst JEISMANN, *Das preussische Gymnasium in Staat und Gesellschaft. Die Entstehung des Gymnasiums als Schule des Staates und der Gebildeten, 1787 bis 1817*, Stuttgart (Klett) 1974, 435 p. (coll. Industrielle Welt, 15).

²⁷ Selon le terme proposé par Detlef K. MUELLER, Bernd ZYMEK, Erika KUEPPER & Longin PRIEBE, *Modellentwicklung zur Analyse von Krisenphasen im Verhältnis von Schulsystem und staatlichem Beschäftigungssystem*, in: *Zeitschrift für Pädagogik*, Beiheft 14, 1978, p. 37–77, qui analysent le problème pour la période 1867–1914.

nombre des universités et des immatriculations, et les problèmes de carrière de certaines catégories d'intellectuels. La réalité de ce fait n'a jusqu'ici guère été mise en discussion. Mais peut-on réellement parler de surproduction? La question vaut un examen, car l'on sait à quel point les chiffres avancés au cours de l'âge préstatistique sont souvent fantaisistes.

Nous avons mentionné plus haut les évaluations plus ou moins approximatives du nombre d'étudiants auxquelles se sont livrés au XVIII^e siècle les gardiens des matricules universitaires, à commencer par un homme comme Michaelis. Celui-ci constata, à la vérité, une baisse notable, voire une diminution de moitié du nombre d'immatriculations depuis cinquante ans, mais n'en estima pas moins que le nombre d'étudiants fût encore largement supérieur aux besoins.²⁸ Il est d'ailleurs évident chez plus d'un auteur que la thèse de l'engorgement des carrières et du surplus d'intellectuels ne dépendait guère du nombre absolu ou même relatif des étudiants, mais était bien plutôt fonction d'un projet de société.

L'abus des chiffres paraît avoir été tel qu'un ancien recteur de l'université de Wittenberg, le théologien Michael Weber (1754–1833), fondateur d'une dynastie de savants célèbres, publia en 1787 un article plein de bon sens dans lequel il résuma les erreurs commises lors des comptages des immatriculations et de leur confrontation entre elles.²⁹ Il en signale quatre séries. Tout d'abord les fautes imputables aux comptages bruts; il faudrait, en effet, éliminer des matricules ceux qui n'ont qu'un lien purement formel avec l'université sans y étudier réellement: le personnel, les enfants tout jeunes des professeurs, les diplômés et autres personnes inscrits en raison des privilèges universitaires, les visiteurs célèbres, etc. Il faut d'ailleurs prendre une mesure unitaire, qui est l'année académique, soit le plus souvent deux semestres. Deuxièmement, lorsqu'on compare ces résultats, il faut prendre des périodes suffisamment longues, couvrant au moins la durée des études (3 à 4 ans), afin d'éliminer les fluctuations à court terme purement fortuites. Des comparaisons entre plusieurs périodes feront ressortir que le passé universitaire a lui aussi connu ses hauts et ses bas. Troisièmement il faut tenir compte de la qualité des étudiants: sont-ils plus zélés, plus propres, plus civilisés, plus économes, plus religieux qu'autrefois? Font-ils des études purement alimentaires (*Brodstudia*) ou cherchent-ils une formation plus profonde? Enfin il importe de scruter en profondeur les raisons réelles de la fréquentation de telle université plutôt que d'une autre. Weber se déclare très sceptique devant l'argument

²⁸ MICHAELIS, op. cit., t. I (1768), p. 247; t. III (1773), p. 142–167.

²⁹ Michael WEBER, Von einigen Fehlern, bey Beurtheilung des Wachsthumes der Academien, aus der Zahl der Studirenden, in: Wittenbergsches Wochenblatt, vol. 20, fasc. 23, 15 juin 1787, p. 177–183.

le plus souvent avancé par les savants eux-mêmes de la qualité de l'enseignement dispensé ou de la renommée des professeurs. Il faut déjà que leur réputation soit »tout à fait extraordinaire« pour que ce facteur lui paraisse décisif. Encore souligne-t-il que la courbe des immatriculations à Wittenberg atteignit son point culminant (872) en 1615 alors qu'il n'y avait aucun professeur célèbre, mais qu'à l'époque de Luther et de Mélanchthon le nombre annuel d'immatriculations restait constamment loin en dessous de l'optimum de 814, atteint en 1544. D'ailleurs, note-t-il malicieusement, des professeurs hétérodoxes font accourir des foules bien plus nombreuses que ceux qui se conforment à la ligne théologique de leur Eglise.

Quant aux causes réelles de l'afflux des étudiants à une université donnée, il en nomme sept, dans l'ordre suivant: le manque d'autres académies accessibles (l'argument territorial); le site avantageux et le caractère pittoresque de la ville universitaire; l'art de vivre et la richesse de ses habitants et leur ouverture d'esprit; les bibliothèques; la quantité et diversité des professeurs; le nombre de bourses, de restaurants universitaires à bon marché ou gratuits (*Freytische*) et de résidences; enfin les circonstances générales (état de guerre ou de paix, épidémies).

L'importance de ce texte réside avant tout dans la réflexion critique qu'il fournit sur les chiffres avancés par les contemporains et sur les courbes supposées par les temps forts et les temps faibles sur lesquels ils fondent leurs déductions. Il montre que des doutes s'insinuaient déjà dans certains esprits quant à la validité de la thèse de la surproduction proposée. Mais Weber ne réussit pas à renverser la vapeur. Dans son projet d'organisation d'une nouvelle université à Berlin (1809), Wilhelm von Humboldt (1767–1835) lui-même, alors fraîchement nommé conseiller d'Etat, crut devoir mettre en garde le roi de Prusse contre le nombre excessif d'étudiants qui ne manqueraient pas de faire valoir après l'achèvement de leurs études un droit moral à un emploi au service de l'Etat.³⁰

De nombreux autres auteurs abondaient dans le même sens.³¹ Tel un observateur étranger comme Xavier Marmier, qui attribua la baisse (d'ailleurs temporaire) du nombre d'étudiants dans les années 1830–1839 à un phénomène de saturation du marché du travail, à la suite d'une offre

³⁰ Wilhelm von HUMBOLDT, *Werke*, hsg. von A. Flitner & Klaus Giel, t. IV, Stuttgart 1960 sq., p. 218; cf. sur ses idées dans ce domaine: Cl. MENZE, *Die Bildungsreform Wilhelm von Humboldts*, Hanovre (H. Schroedel) 1975, 502 p.

³¹ Cf. ERMAN & HORN, *op. cit.*, t. I, p. 228–229. Voir également à ce sujet: Leonard O'BOYLE, *The Problem of an Excess of Educated Men in Western Europe, 1800–1850*, in: *Journal of Modern History*, vol. 42, n° 4, 1970, p. 471–495, qui replace la théorie de la surproduction intellectuelle dans le contexte européen, mais en néglige les racines pré-révolutionnaires.

excessive d'intellectuels.³² En fait, pendant presque tout le XIX^e siècle le problème fut presque exclusivement étudié par les *Nationalökonom*, statisticiens professionnels, professeurs d'économie politique ou hauts fonctionnaires, dont le souci principal était le bon fonctionnement du marché du travail, le renvoi à l'histoire ne jouant qu'un rôle d'appoint dans la démonstration.

C'est ainsi qu'en Prusse, où les préoccupations statistiques du gouvernement remontaient déjà fort loin,³³ bientôt des évaluations chiffrées du recrutement universitaire dans une perspective historique furent publiées – dès 1836 par le statisticien Carl Dieterici (1790–1859) pour l'enseignement supérieur,³⁴ en 1864 par Ludwig Wiese pour les établissements d'enseignement moyen (*Gymnasia*)³⁵. Est-ce le manque d'un véritable sentiment d'unité nationale qui a retardé l'établissement de statistiques pour l'ensemble de l'ancien Empire? Toujours est-il qu'il fallut attendre l'unification de l'Allemagne hors de l'Autriche (1871) pour que la perspective d'un espace socio-culturel commun commençât à susciter des études d'ensemble et que l'engouement pour la pédagogie historique qui caractérisait le dernier quart du XIX^e siècle s'emparât de l'histoire de l'enseignement supérieur dans tout l'ancien Empire.³⁶

Les premières statistiques détaillées couvrant l'évolution du recrutement universitaire dans l'Allemagne toute entière depuis 1830 furent publiées par Johannes Conrad (1839–1915)³⁷, statisticien et spécialiste d'économie politique, dont la préoccupation majeure était le bon fonctionne-

³² Xavier MARMIER, Les universités allemandes: Goettingue, in: *Revue des Deux-Mondes*, III^e série, n^o 3, 1834, p. 441: *Il faut observer que le nombre des jeunes gens qui ont fait leurs études est déjà plus que suffisant pour occuper tous les emplois, et que la perspective de se traîner longtemps dans une inaction forcée à la suite des autres décourage ceux qui seraient tentés de prendre la même route.*

³³ Cf. Otto BEHRE, *Geschichte der Statistik in Brandenburg-Preussen bis zur Gründung des Königlichen Statistischen Bureaus (en 1806)*, Berlin, (C. Heymann) 1905, XVI–468 p., notamment p. 297–311.

³⁴ Carl F. W. DIETERICI, *Geschichtliche und statistische Nachrichten über die Universitäten im preussischen Staate*, Berlin (Duncker & Humblot) 1836, VIII–188 p.

³⁵ Ludwig WIESE, *Das höhere Schulwesen in Preussen. Historisch-statistische Darstellung*, t. I, Berlin (Wiegandt & Grieben) 1864. Cf. également Peter LUNDGREEN, *Quantifizierung in der Sozialgeschichte der Bildung*, in: *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, t. 63, n^o 4, 1976, p. 433–453, notamment p. 437.

³⁶ Rappelons simplement, sur le plan de l'histoire institutionnelle, les travaux pionniers de Friedrich PAULSEN, notamment son ouvrage fondamental: *Geschichte des gelehrten Unterrichts auf den deutschen Schulen und Universitäten vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart*, Leipzig (Veit) 1885, XVI–812 p. Rééd. en 2 vol., 1896 et 1919–1921.

³⁷ Johannes CONRAD, *Das Universitätsstudium in Deutschland während der letzten 50 Jahre. Statistische Untersuchungen unter besondere Berücksichtigung Preussens*, Jena (Fischer) 1884, VI–243 p., tabl. et graph. Sur lui: *Neue Deutsche Biographie*, t. III, Berlin (Duncker & Humblot) 1957, p. 335.

ment du marché du travail. Il commença une seconde publication en ce domaine, de caractère comparatiste, en se prévalant des inquiétudes suscitées par la surproduction très nette d'intellectuels.³⁸ Ses conclusions faisaient ressortir une Allemagne située tout à fait au milieu du peloton européen, voire même nettement en retrait par rapport à des pays comme la Belgique, alors en plein essor industriel, la Suisse, l'Autriche et l'Italie, ce qui aurait pu apaiser ses craintes. Mais nous avons déjà relevé la dimension idéologique de la thèse de la surproduction intellectuelle, qui, de ce fait même, se souciait assez peu de sa conformité avec les statistiques. Conrad, qu'on a pu appeler »le pape de la thèse de la surproduction«, ne faisait pas exception à la règle. Aussi tira-t-il de ses chiffres une conclusion alarmiste et – est-il besoin de le souligner? – proposait-il des mesures fort conservatrices de l'ordre établi, nettement opposées au processus de mobilité sociale en cours.³⁹

Les calculs de Conrad partaient des statistiques officielles existantes et ne pouvaient concerner, par conséquent, que le moyen terme. En fait ils ne remontaient pas au-delà de 1830. Il faut d'ailleurs souligner que le gouvernement prussien lui-même, qui fut dès la première moitié du XVIII^e siècle si soucieux d'une centralisation des données statistiques de tous ordres et qui ne tarda pas à arrêter des règles très précises pour la tenue des registres d'immatriculation et l'établissement de statistiques par les universités, ne s'est, curieusement, tout d'abord guère soucié d'une évaluation du nombre d'étudiants sur l'ensemble du territoire. Ce n'est qu'en 1804 que celle-ci eut lieu pour la première fois.⁴⁰

La priorité accordée à l'histoire médiévale dans l'érudition allemande du XIX^e siècle conduisit l'historien de la pédagogie Friedrich Paulsen (1846–1908) dès 1881, dans une première synthèse des multiples travaux isolés, à une étude chiffrée de la fréquentation de quelques universités allemandes au Moyen Age,⁴¹ dans laquelle il évaluait les sources et leurs modalités d'exploitation. Mais c'est Franz Eulenburg (1867–1943), le futur professeur de statistique à Leipzig et à Berlin, qui devait fixer d'une manière définitive l'image de la courbe du recrutement universitaire dans l'Empire, de la fin du XIV^e siècle (1386) à 1900.

³⁸ Joh. CONRAD, Die Frequenzverhältnisse der Universitäten der hauptsächlichsten Kulturländer auf dem europäischen Kontinent, in: *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 3e série, t. I, 1891, p. 376–394.

³⁹ Pour ce contexte voir Detlef K. MUELLER, Qualifikationskrise und Schulreform, in: *Zeitschrift für Pädagogik*, Beiheft 14 (1978), p. 20–23.

⁴⁰ BEHRE, op. cit., p. 311.

⁴¹ Friedrich PAULSEN, Die Gründung der deutschen Universitäten im Mittelalter, in: *Historische Zeitschrift*, t. 45, 1881, p. 251–311 (notamment Leipzig et Wittenberg, p. 293 et 301).

3. Eulenburg et sa courbe de la fréquentation universitaire

Bien qu'Eulenburg⁴² eût également fait des études historiques, c'étaient la statistique et l'économie politique qui allaient bientôt emporter sa passion, réduisant progressivement ses préoccupations historiques au profit des analyses économiques. Avant d'obtenir un emploi au Bureau berlinois des statistiques, en 1896, il avait d'ailleurs travaillé dans le commerce pendant quatre ans. Dès l'année suivante il tentait une première évaluation de la conjoncture universitaire historique jusqu'en 1700, à l'aide des matricules publiées de quinze universités, auxquelles il appliqua les principes de comptage et de calcul exposés par Paulsen.⁴³

Toutes ces matricules n'étaient cependant pas complètement éditées et à défaut de publication celles d'une bonne quinzaine d'autres universités n'avaient pas pu être prises en compte. A l'aide de correspondants Eulenburg s'attela donc au comptage des matricules restées manuscrites (qui, heureusement, avaient été conservées dans leur quasi-totalité), en débordant largement la période précédemment retenue pour rejoindre les statistiques officielles du XIX^e siècle. Les résultats globaux pour l'ensemble de l'Allemagne dans les limites de 1871, portant sur plus d'un million d'immatriculations et couvrant toute l'histoire universitaire du pays, furent publiés en 1904, précédés d'une étude sur la conjoncture générale et le sort des universités particulières.⁴⁴

Dans son introduction⁴⁵ Eulenburg indiquait les quatre raisons d'ordre sociologique et socio-culturel qui conféraient, selon lui, son importance au calcul effectué. Le comptage des effectifs fournissait, en effet, une mesure pour l'influence de l'institution universitaire; il permettait d'évaluer le succès des doctrines (religieuses, philosophiques, etc.) enseignés et les progrès de la Réforme ou de la Contre-Réforme; les variations des effectifs pouvaient constituer un indicateur des changements intervenus dans la demande sociale d'enseignement supérieur; enfin il y avait un lien probable entre la taille des universités et leurs problèmes internes d'or-

⁴² Voir sur lui: *Neue Deutsche Biographie*, t. IV, Berlin (Duncker & Humblot) 1959, p. 684.

⁴³ Franz EULENBURG, Ueber die Frequenz der deutschen Universitäten in früherer Zeit, in: *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 3^e série, t. 13, 1897, p. 481-555.

⁴⁴ Franz EULENBURG, Die Frequenz der deutschen Universitäten von ihrer Gründung bis zur Gegenwart, in: *Abhandlungen der philologisch-historischen Klasse der königl. Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, vol. 24, fasc. 2 (Leipzig, Teubner, 1904), XII-323 p., carte, 8 graph. C'est à cette dernière étude que nous renvoyons dans la suite de cet article. Au cours de la même année parut le recueil de monographies universitaires de Wilhelm LEXIS, *Das Unterrichtswesen im Deutschen Reich*, t. I: *Die Universitäten*, Berlin (Asher) 1904; p. 652-653: statistiques des étudiants, 1830/1 à 1903.

⁴⁵ EULENBURG, *Frequenz* (op. cit.), p. 1-7.

ganisation et de discipline. Ce qu'Eulenburg, en scientifique prudent, ne disait pas explicitement, ressort implicitement de son initiative et de sa méthode de travail, prolongeant son matériau jusqu'à sa propre époque: son travail arriva à point nommé pour fournir des bases historiques de longue durée aux idéologues de la surproduction intellectuelle.

Eulenburg privilégiait à dessein un certain type d'enseignement supérieur: les *studia generalia*, universités possédant le droit de conférer des grades; il laissait consciemment de côté aussi bien les Athénées, Ecoles illustres et autres Gymnases académiques⁴⁶ que les nombreuses écoles d'enseignement supérieur spécialisé (théologie, polytechnique, chirurgie, médecine vétérinaire, etc.) qui devaient naître à partir du XVIII^e siècle, mais qui ne jouaient qu'un rôle secondaire dans la discussion sur la surproduction, orientée surtout vers la fréquentation universitaire et sa maîtrise.

Partant de l'idée, exacte en soi, que la durée des études ne fut pas la même au cours de toute la période étudiée, Eulenburg conclut qu'il fallait donc affecter au nombre annuel des immatriculations un coefficient variable pour obtenir les effectifs universitaires approximatifs d'une année donnée. Or les données contemporaines concernant ces effectifs sont avant le XIX^e siècle le plus souvent inexistantes ou encore trop grossières pour mériter d'être prises en compte. Seule l'université jésuite de Dillingen présente une série biséculaire presque régulière de 80 relevés annuels d'effectifs, faits par les autorités universitaires elles-mêmes. Ailleurs Eulenburg ne disposait que de chiffres isolés concernant telle ou telle année particulière. A partir de ces données éparses il lui fallut donc calculer quelques coefficients globaux, dont la valeur générale était assez douteuse,⁴⁷ et qu'il appliqua ensuite à l'ensemble des chiffres obtenus, tant pour les universités particulières que pour l'Allemagne toute entière.

La faiblesse de ces calculs d'effectifs, qui remplissent de longues pages, devait sans doute sauter aux yeux des contemporains du statisticien, car par la suite il n'en a pratiquement plus été question, sauf pour une estimation globale des effectifs à telle ou telle époque.⁴⁸ En revanche, la source principale sur laquelle étaient fondés les calculs d'effectifs – à savoir le comptage brut, non corrigé, des immatriculations universitaires

⁴⁶ Cf. note 2.

⁴⁷ EULENBURG (*Frequenz*, p. 34) s'étonna, par exemple, lui-même du coefficient très bas de la durée de séjour (1.8 an par étudiant aux XVI^e–XVII^e siècles). Il n'a pas vu que ce coefficient moyen doit être multiplié par le nombre moyen des immatriculations par étudiant pour arriver à la durée réelle du séjour. Dès lors la différence de ce taux avec celui, plus haut, du XVIII^e siècle qui connut une mobilité interuniversitaire moindre, semble plus réduite que ne le crut Eulenburg.

⁴⁸ Récemment par exemple encore par Hermann MITGAU, *Soziale Herkunft der deutschen Studenten bis 1900*, in: *Universität und Gelehrtenstand, 1400–1800*, Limburg/Lahn (C. A. Starke) 1970, p. 233–268.

année par année – a rapidement commencé à mener une vie indépendante dans l'historiographie. C'est que la courbe générale des immatriculations allemandes, que nous appellerons ici la courbe d'Eulenburg, pouvait en effet sembler venir au renfort de la théorie de la surproduction intellectuelle (voir graphique 1).

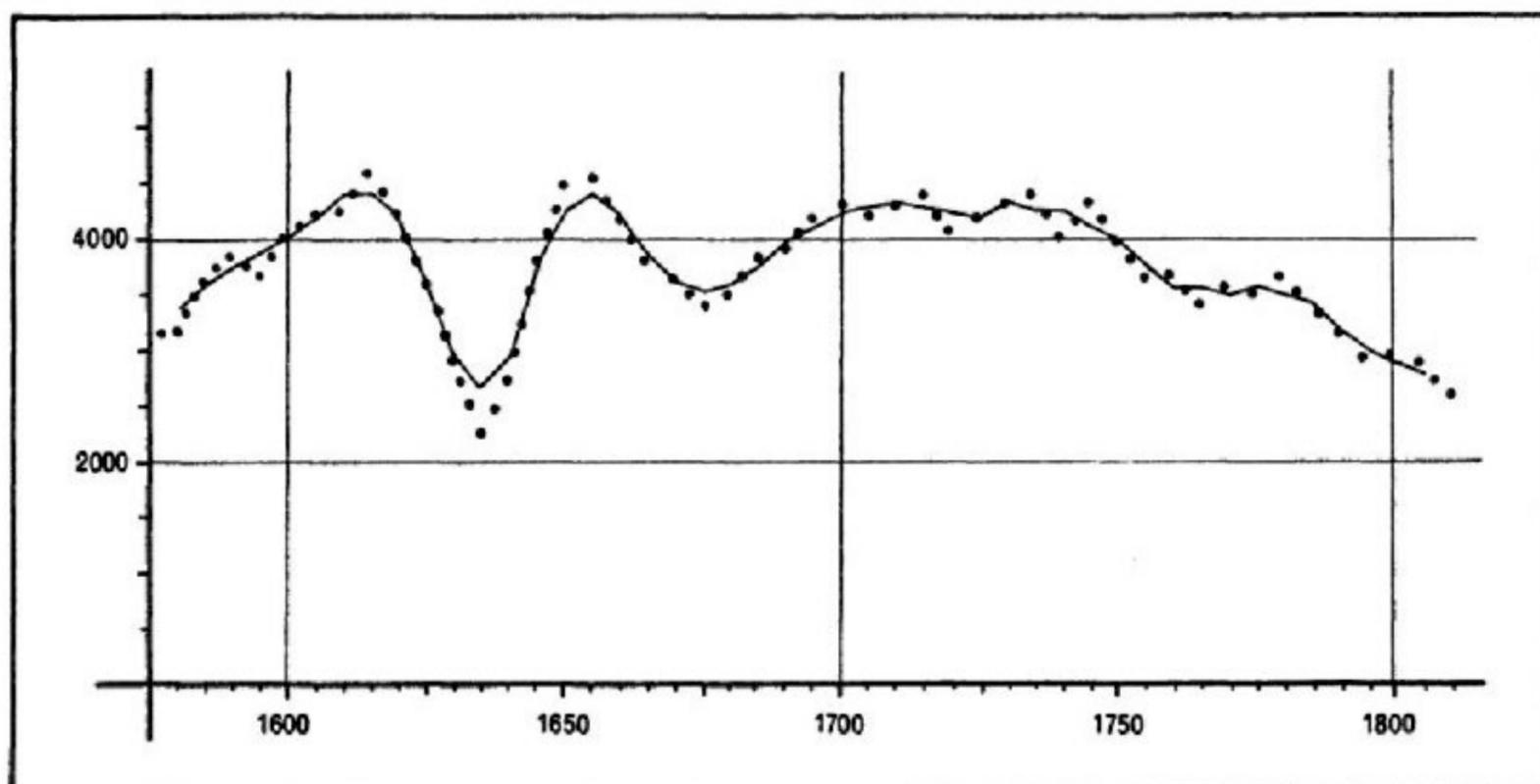


Fig. 1: Les immatriculations dans les universités allemandes selon Eulenburg, 1576-1815 (moyennes quinquennales et moyennes mobiles sur trois termes quinquennaux)

Eulenburg lui-même n'avait guère la prétention de faire oeuvre d'historien. Il se permit tout au plus de souligner la conformité des variations numériques avec les hauts et les bas dans la réputation de telle université particulière. Mais pour l'interprétation de la courbe générale il s'en rapporta explicitement à l'ouvrage de Michaelis et attribua la diminution constatée au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle à un surplus d'intellectuels dans la période précédente, caractérisée par un long palier pléthorique. En réalité il n'y avait donc pas tellement baisse, que plutôt rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande d'intellectuels, rompu depuis longtemps.

Depuis Eulenburg s'est ainsi imposée dans l'historiographie universitaire de l'Allemagne l'image d'une conjoncture générale des immatriculations qui, pour autant qu'il s'agisse de l'époque moderne, peut être disséquée en quatre phases:

1. Une phase ascendante, couvrant toute la seconde moitié du XVI^e siècle et le premier quart du XVII^e;
2. Une phase de convulsions dues principalement à des facteurs extérieurs (guerres et épidémies): chute, rétablissement au niveau antérieur et rechute couvrent le demi-siècle qui suit;
3. Ensuite le recrutement grimpe de niveau, sans atteindre les sommets du XVII^e siècle, vers un palier de stabilité qui durera cinquante ans;

4. La seconde moitié du XVIII^e siècle voit enfin une chute presque sans répit, accusée encore par les troubles révolutionnaires et les guerres de libération, avant d'arriver à une nouvelle montée en flèche après le Congrès de Vienne.

A un XVII^e siècle en dents de scie, dont les problèmes virtuels sont masqués par les retombées de la guerre, qui absorbe également les surplus éventuels, succède donc un XVIII^e siècle plein et sans pertes, créant de ce fait même le surplus d'offre qui l'obligera finalement à s'acheminer vers une crise longue et douloureuse. Il n'est pas difficile de reconnaître dans cette conjoncture différentes étapes de l'idéologie de la surproduction intellectuelle:⁴⁹ Seckendorff fit ses propositions dans une période de hausse; le reflux qui suivit entraîna l'apaisement provisoire du débat; celui-ci reprit, avec Leyser, dès qu'une nouvelle montée fut intervenue. La longue hausse du premier XVIII^e siècle exacerba le problème en institutionnalisant en quelque sorte la conjoncture de surabondance – d'où la véhémence du débat au XVIII^e siècle finissant, dont la volonté de changement dut composer avec ce lourd héritage. La lecture immédiate des matricules peut donc conforter les impressions des contemporains à l'égard de l'essor prodigieux, puis du lent déclin des universités, et sur le caractère ambigu de leur rôle dans la société.

4. Nombres d'immatriculations et d'effectifs et nombres réels d'étudiants en Allemagne

Les observations précédentes ont conduit plus d'un historien, sans doute par inadvertance, à confondre le nombre d'immatriculations ou les effectifs cumulés des universités particulières avec le nombre réel d'étudiants dans la partie allemande de l'Empire.⁵⁰ En effet, peut-on cumuler purement et simplement dans une courbe générale les données observées pour chacune des universités particulières? Un tel cumul ne fait-il pas indûment abstraction de la réalité du réseau universitaire et de ses consé-

⁴⁹ Il n'est pas inutile de souligner que l'évolution en Autriche fut en tous points parallèle. Cf. Grete KLINGENSTEIN, *Vorstufen der thesesianischen Studienreform in der Regierungszeit Karls VI*, in: *Mitteilungen des Instituts für österreichischen Geschichtsforschung*, t. 76, 1978, p. 327–377, surtout p. 343–356.

⁵⁰ Ce fut dernièrement le cas de HERRLITZ, *op. cit.*, p. 33–35 et 69–70; de MITGAU, *op. cit.*; de Wolfgang ZORN, *Hochschule und höhere Schule in der deutschen Sozialgeschichte der Neuzeit*, in: *Spiegel der Geschichte. Festgabe für Max Braubach*, Münster (Aschendorff) 1964, p. 321–339; et de R. Steven TURNER, *University Reformers and Professorial Scholarship in Germany, 1760–1806*, in: *The University in Society*, ed. by Lawrence STONE, t. II, Princeton (University Press) 1975, p. 495–531, surtout p. 498.

quences pour le *curriculum studiorum* de l'étudiant, autrement dit de la pérégrination académique?

Eulenburg lui-même s'étonna déjà de la faible durée des études qu'il put calculer ici et là et de ses variations dans le temps, qui l'obligèrent à construire un coefficient variable pour pouvoir calculer ses séries d'effectifs. Or la variation de ce coefficient n'est pas seulement fonction du raccourcissement ou de l'allongement du curriculum universitaire en telle ou telle période, mais aussi du degré de mobilité interuniversitaire (la pérégrination académique). Selon que l'habitude de fréquenter plusieurs universités au cours d'un même curriculum gagne ou perd du terrain, le coefficient des effectifs calculé par Eulenburg devra être révisé dans le sens de la baisse ou dans celui de la hausse, et cela partout dans une même proportion si la durée du curriculum ne s'en trouve pas affectée, ou dans une proportion variable si la pérégrination, ce qui semble à première vue plus probable, modifie la durée moyenne des études universitaires.

Le même raisonnement est applicable au cumul des immatriculations. Pour arriver à une courbe cumulée de l'ensemble des étudiants il faudrait, en effet, retrancher de la courbe cumulée des immatriculations le pourcentage de celles-ci qui représente les inscriptions répétées des mêmes élèves soit dans la même université, soit à plusieurs universités successivement. Cette observation serait sans conséquences notables pour l'allure de la courbe générale, si la mobilité interuniversitaire n'avait concerné que les seules universités étrangères ou si, à l'intérieur de l'Empire, elle était restée dans les mêmes proportions pendant toute la durée de notre période. Tel n'est malheureusement pas le cas.

L'on sait que la pérégrination à l'étranger a connu bien des vicissitudes,⁵¹ qu'elle fut plus ou moins tardive selon les pays, mais que, d'une manière générale, elle tendait à diminuer, voire à cesser vers la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le graphique 2 donne, à titre d'exemple, des courbes biséculaires de fréquentation de quelques universités par les étudiants de l'Empire (moins les Pays-Bas) dans quatre pays différents: les membres de la nation germanique (en fait seulement allemande) de Louvain, fondée le 30 novembre 1642;⁵² les membres allemands de la nation germanique de Sienne;⁵³ les étudiants allemands immatriculés à

⁵¹ Cf. pour l'Allemagne: Winfried DOTZAUER, *Deutsche in westeuropäischen Hochschul- und Handelsstädten, vornehmlich in Frankreich, bis zum Ende des alten Reiches. Nation, Bruderschaft, Landmannschaft*, in: *Geschichtliche Landeskunde*, t. V (Festschrift Ludwig Petry, t. II), Wiesbaden (F. Steiner) 1969, p. 89-159, cartes.

⁵² Jos. WILS, *Les étudiants des régions comprises dans la nation germanique à l'Université de Louvain*, Louvain (impr. P. Smeesters) 1909-1910, 2 vol.

⁵³ Fritz WEIGLE, *Die Matrikel der deutschen Nation in Siena (1573-1738)*, Tübingen (Niemeyer) 1962, 2 vol. (Bibliothek des Deutschen Historischen Instituts in Rom, 22-23). Cette courbe ne comprend pas les étudiants originaires des Pays-Bas (Nord et Sud).

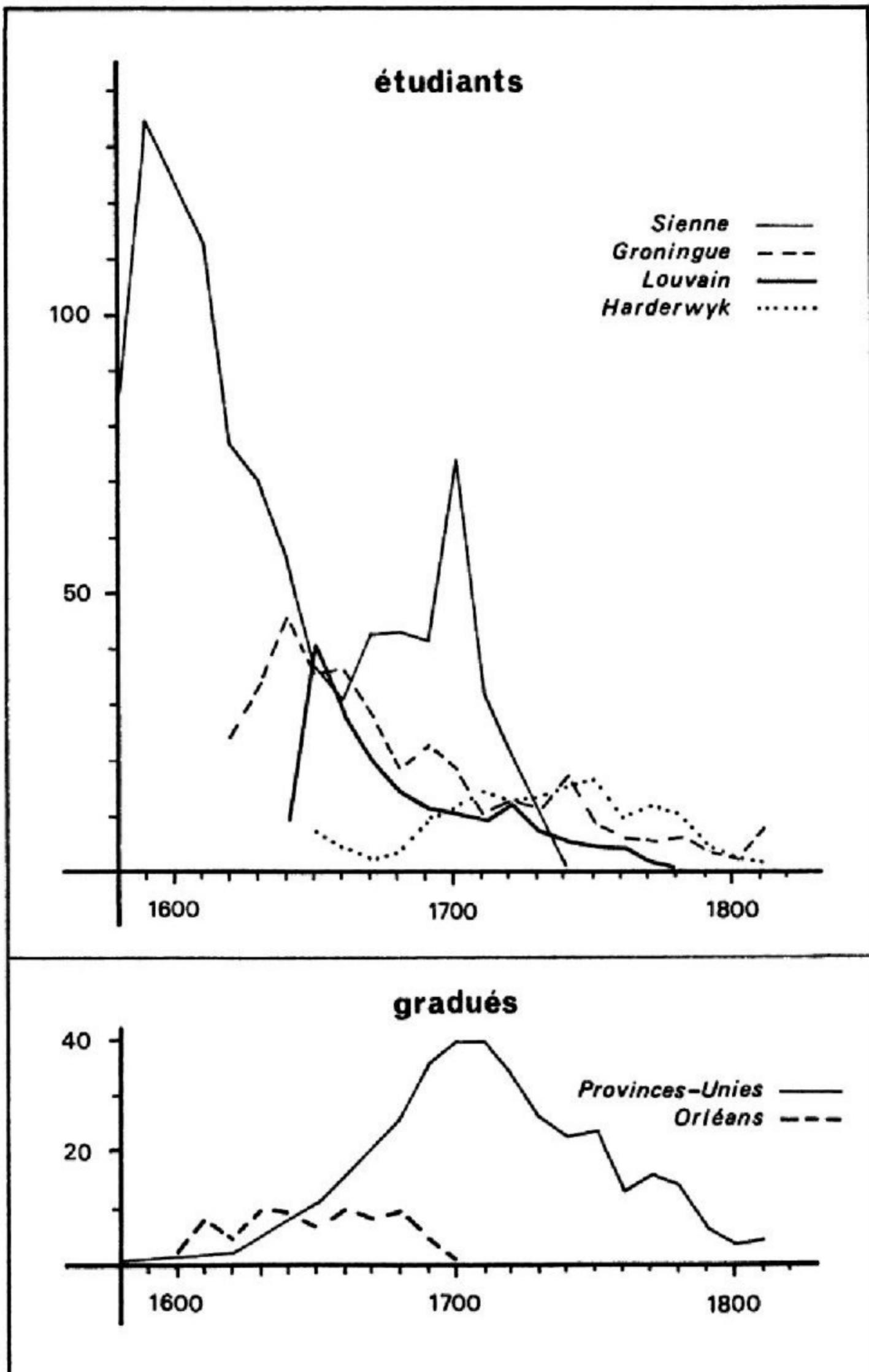


Fig. 2: Pérégrination d'étudiants de l'Empire vers quelques universités étrangères, 1575/84-1805/14 (moyennes décennales)

Groningue et à Harderwijk;⁵⁴ enfin le nombre total des grades conférés à des étudiants allemands dans les cinq universités des Provinces-Unies⁵⁵ et à Orléans (droit seulement).⁵⁶ L'on voit tout de suite la dissemblance des courbes, mais aussi leur déclin commun au cours du XVIII^e siècle, voire même plus tôt dans le cas d'Orléans: la fermeture des frontières françaises aux protestants en 1685 ne tarda pas à affecter le comportement des catholiques, comme si le destin commun fût plus fort que les clivages confessionnels; ceux-ci se repliaient surtout sur l'Italie, ceux-là sur les Provinces-Unies.

La pérégrination des étudiants à l'intérieur de l'Empire, donc vers des universités allemandes seulement, est certainement moins bien connue. Elle fut cependant une réalité nullement négligeable, même si l'on exclut des cas comme celui de Daniel Mauch, docteur errant en droit, qui en était à sa 22^e immatriculation (dont 10 dans l'Empire) lorsqu' il se présenta en 1544 devant le recteur de Marbourg⁵⁷ – de tels forcenés de la matricule constituaient plutôt une exception. E. Nauck constata récemment une réelle mobilité interuniversitaire pour les étudiants en médecine, sans en tirer d'autres conclusions, semble-t-il.⁵⁸ G. Schneider compta 61

⁵⁴ *Album studiosorum Academiae Groninganae*, Groningue (J. B. Wolters) 1915; *Album studiosorum Academiae Gelro-Zutphanicae*, MDCXLVIII–MDCCLXVIII, La Haye (J. Hoekstra) 1904. Les autres matricules hollandaises ne sont pas aisément utilisables. A Leyde on rencontre, surtout dans la suite des étudiants nobles de l'Empire, une foule de serviteurs et domestiques qui fausseraient totalement le résultat d'un comptage brut. A Franeker les origines géographiques font défaut pour certaines périodes. La matricule d'Utrecht est très lacunaire après 1657, date à laquelle la franchise des taxes sur la bière et le vin fut abolie pour les étudiants, les privant ainsi du seul motif impératif de se faire immatriculer... Ces problèmes n'ont pas été suffisamment saisis par Heinz SCHNEPPEN, *Niederländische Universitäten und deutsches Geistesleben*, Münster (Aschendorff) 1960; ni par Robert VAN ROOSBROECK, *Die Beziehungen der Niederländer und der niederländischen Emigranten zur deutschen Gelehrtenwelt im XVI. Jahrhundert*, in: *Universität und Gelehrtenstand* (op. cit.), p. 107–125.

⁵⁵ Pour les sources de ce dépouillement et la méthode suivie, voir notre thèse sur les gradués hollandais qui sera publiée sous peu.

⁵⁶ Archives départementales du Loiret à Orléans, D 217 à 222 (2 Mi 34 à 39): Livres des procureurs de la Nation Germanique, 1602–1689.

⁵⁷ *Catalogus studiosorum scholae Marpurgensis*, ed. C. J. CAESAR, fasc. 2 (1537–1547), Marbourg (Elwert) 1874, p. 20. Un autre étudiant, Melchior Sebisch, aurait fréquenté 27 universités, mais son immatriculation n'a pu être trouvée qu'à Bâle, en 1599–1600 (*Matrikel der Universität Basel*, hsg. von Hans Georg WACKERNAGEL, t. II, Bâle 1956, p. 490, n° 128.) En revanche, Arnold Schieve de Zutphen, étudiant d'origine très modeste (sa mère soignait les malades à l'hôpital), se fit réellement immatriculer à huit universités entre 1614 et 1626, dont quatre en Allemagne et quatre aux Provinces-Unies. Notons ici, sans y insister, l'existence de cette double pratique. L'on peut supposer que la perspective de la jouissance des privilèges et franchises universitaires a incité maint étudiant pauvre à se faire immatriculer, et cela d'autant que la remise des droits d'inscription pour cause de pauvreté semble avoir été fréquente au XVII^e siècle.

⁵⁸ E. Th. NAUCK, *Die Zahl der Medizinstudenten deutscher Hochschulen im 14.–18. Jahrhundert*, in: *Sudhoffs Archiv für Geschichte der Medizin und Naturwissenschaft-*

immatriculations dans les universités allemandes pour 53 étudiants originaires de Buchen im Odenwald entre 1550 et 1649, soit 1.15 immatriculations par étudiant.⁵⁹ B. Vogler recensa récemment 1298 immatriculations aux universités de l'Empire pour 1003 futurs pasteurs du Palatinat, des Deux-Ponts et de Sponheim entre 1555 et 1619, soit un taux de 1.29 immatriculations par étudiant (1.31 si l'on y inclut Bâle).⁶⁰

Ces quelques taux, auxquels on pourrait en ajouter bien d'autres, n'ont rien d'extraordinaire. Les études faites dans d'autres pays le montrent clairement. Pour rester dans l'orbite de l'Empire: entre 1500 et 1700 la ville de Zaltbommel (Pays-Bas) fournit 370 étudiants qui se firent immatriculer 427 fois, soit un taux global de 1.15; pour ceux de la ville de Nimègue (n = 622) il s'élève au cours de la même période à 1.25, pour Harderwijk même à 1.66 (n = 286).⁶¹ Au XVIII^e siècle cette mobilité intérieure existe toujours: pour 118 étudiants hollandais venus des Indes Occidentales le coefficient est, pour quatre universités des Provinces-Unies seulement, de 1.17 immatriculations par étudiant.⁶²

Si l'on prend pour base un recensement des étudiants ayant fait leurs études à l'étranger, les taux sont facilement supérieurs, puisque le nombre

ten, t. 38, 1954, p. 175-186, notamment p. 179 note 2. En raison de la rareté de la mention des facultés supérieures dans les matricules à inscription unique, les comptages de Nauck sont à peu près inutilisables avant le XVIII^e siècle. Il aurait mieux valu compter les doctorats effectivement attribués. Le même constat (sans calcul de taux) d'une très grande mobilité interuniversitaire des étudiants de la Bohême aux XVI^e-XVII^e siècles a été fait par František ŠMAHEL et Miroslav TRUC, *Studie k dějinám University Karlovy v letech 1433-1622* (avec un résumé en allemand), in: *Acta Universitatis Carolinae (Historia Universitatis Carolinae Pragensis, t. IV, fasc. 2)*, Prague, 1963, p. 60.

⁵⁹ Gerhard SCHNEIDER, *Buchener Studenten im ausgehenden Mittelalter und zu Beginn der Neuzeit (1375-1648)*, in: *Freiburger Diözesan-Archiv*, t. 91, 1971, p. 81-105. Un taux de 1.07 immatriculations par étudiant (période 1580-1814: n = 271) peut être déduit de l'étude exemplaire de Alfred RACH, *Nürtinger Studenten auf deutschen Hochschulen, 1410-1814*, in: *Nürtinger Zeitung, Heimatbeilage*, nos 1 à 13, 1960. Mais ce chiffre n'est pas utilisable en raison de la proximité de l'université de Tübingen, distante de 25 km seulement, qui monopolisa pratiquement la demande d'enseignement supérieur existant à Nürtingen. A partir des relevés de Fritz JAFFÉ, *Elsässische Studenten an deutschen Hochschulen, 1648-1870*, Francfort/Main, 1932, p. 172-199, un taux de 1.07 peut être calculé pour la période 1648-1819 (n = 1947), mais Jaffé néglige Strasbourg et Bâle, où l'on retrouve la plupart de ces étudiants, ce qui augmenterait ce taux très considérablement.

⁶⁰ Bernard VOGLER, *Le clergé protestant rhénan au siècle de la Réforme (1555-1619)*, Paris (Ed. Ophrys) (1976), p. 75.

⁶¹ J. BECKERS & H. FRANSEN, *De peregrinatio academica van de Bommelse studenten in de 16^e en 17^e eeuw, vergeleken met die van hun collega's uit Nijmegen en Harderwijk*, mémoire univ. Nimègue, nov. 1974, (ronéot.) p. 18 et 23 (ne permet pas une distinction par périodes).

⁶² L. KNAPPERT, *Naamlijst van West-Indische studenten te Leiden, Utrecht, Groningen en Harderwijk (1701-1813)*, in: *Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde, série VI, t. 10* (1930), p. 291-294; l'auteur avoue d'avoir volontairement omis un certain nombre d'inscriptions doubles, qui augmenteraient encore ce taux.

d'étudiants qui ne font pas d'études dans leur propre pays avant de partir à l'étranger semble très faible. Dans une étude récente sur la Nation belge de Dole (1651-1674) nous avons montré que 191 des 473 étudiants de cette corporation s'étaient préalablement fait immatriculer à Louvain, le taux d'ensemble étant de 1.42. Or ce taux est artificiellement bas en raison de la perte des matricules de Douai, tandis que la législation très restrictive sur la pérégrination académique, qui était en vigueur dans les Pays-Bas espagnols, limitait leur liberté de mouvement en étranger.⁶³

Lorsque nous arrivons à saisir la totalité (ou presque) d'un itinéraire interuniversitaire, parce que l'étudiant lui-même en fait l'énumération et qu'il se trouve en fin de voyage, le résultat est souvent impressionnant. Une source exceptionnelle, peut-être la seule qui réunisse ces deux conditions, est constituée par les registres de gradués de l'université de Pise.⁶⁴ Le recteur y demandait aux étudiants d'énumérer les universités où ils avaient accompli leurs cours d'études, celle de Pise se situant elle-même clairement à la fin du périple, souvent après deux ou trois autres facultés italiennes (Padoue, Bologne, Sienne, Ferrare, etc.). Pour un total de 110 gradués de l'Empire entre 1550 et 1649 le coefficient s'élève à 3.88 universités par étudiant; pour les seules universités allemandes fréquentées par eux le taux est toujours de 1.48! Ces chiffres sont énormes, et il ne faut pas oublier qu'il s'agit dans ce cas d'un groupe exceptionnel, l'élite culturelle de l'Europe. Dans les limites de l'Empire les taux auraient été nettement plus bas dans la mesure où ils auraient également compris les nombreux étudiants non-pérégrinants qui se contentaient d'une seule immatriculation. D'autre part la fréquentation d'une université n'implique pas toujours une immatriculation, tant s'en faut. Le même calcul effectué sur des immatriculations effectivement constatées donnerait un taux sans doute plus bas. Toujours est-il que ces taux élevés ont au moins le mérite de souligner la nécessité de prendre en compte la mobilité interuniversitaire lors de tout calcul d'ensemble.

L'établissement de fiches nominales pour l'ensemble des étudiants de l'ancien Empire, qui éliminerait les doubles emplois, constituerait assurément la seule manière de s'approcher d'une estimation plausible du nombre réel d'étudiants. Un tel fichier permettrait d'ailleurs une quantité d'autres rapprochements et conclusions. Mais comme il s'agit de plus d'un million d'étudiants, la création de ce fichier peut pour le moment être considérée comme irréalisable. Notre problème se pose dès lors dans

⁶³ W. FRIJHOFF, *L'Album Inclytae Nationis Belgicae de l'Université de Dole en Franche-Comté, 1651-1674*, in: *Lias*, a. 5, n° 1, 1978, p. 87-151.

⁶⁴ F. WEIGLE, *Deutsche Studenten in Pisa*, in: *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, t. 39, 1959, p. 173-221.

les termes suivants: est-il possible de construire un coefficient – que nous nommerons par la suite le *c o e f f i c i e n t d' i m m a t r i c u l a t i o n* – qui rende compte du rapport existant entre le nombre d'immatriculations et le nombre réel d'étudiants dans un territoire donné et qui permette de réduire le nombre cumulé d'immatriculations d'un facteur donné pour arriver au nombre réel d'étudiants qui y correspond?

Remarquons tout d'abord que les changements intervenus au cours des siècles dans la mobilité interuniversitaire (*g r a p h i q u e 2*) laissent supposer qu'il nous faudra construire un coefficient mobile dans le temps. Cette supposition se vérifie dans le cas d'un relevé exhaustif du *c u r r i c u l u m s t u d i o r u m* que nous avons tenté pour l'ensemble des étudiants appartenant à des familles originaires de la ville de Zutphen (Gueldre), en ne négligeant aucun type de source.⁶⁵ Le *g r a p h i q u e 3* représente les résultats obtenus, à l'aide de moyennes mobiles sur trois termes décennaux, qui éliminent les aspérités de la courbe pour n'en retenir que l'allure générale. Le coefficient moyen d'immatriculation s'y élève à 1.60, puisque les 2361 immatriculations et autres attestations totalisées entre 1570 et 1809 ne concernent que 1475 étudiants, dont 494 diplômés au niveau de la licence et du doctorat (33.5%). Mais la mobilité interuniversitaire a connu bien des déboires pendant cette période. Après une montée en flèche au cours du XVI^e siècle, le coefficient d'immatriculation devait rester pendant quelque soixante ans (soit deux générations) à un niveau élevé – près de deux immatriculations par étudiant en moyenne – pour descendre dans la seconde moitié du XVII^e siècle avant d'atteindre un nouveau palier de 1.40 à 1.50 qu'il ne devait plus quitter au cours du XVIII^e siècle ni même, d'après les premiers sondages effectués, au XIX^e siècle.

On voit tout de suite que le résultat de ce calcul est du plus haut intérêt, puisque le gonflement énorme du nombre des immatriculations, constaté dans plusieurs universités européennes au cours du XVII^e siècle,⁶⁶ apparaît, au moins dans ce cas précis, comme largement artificiel. Il est surtout dû à un accroissement temporaire de la mobilité interuniversitaire. Alors que l'écart entre le point culminant des *i m m a t r i c u l a t i o n s* du XVII^e siècle et la décennie la plus basse du XVIII^e siècle est de 171%, au niveau du nombre des *é t u d i a n t s* il n'est que de 98%, soit légèrement moins qu'une diminution de moitié. D'autre part il est évident que

⁶⁵ Les résultats définitifs de ce travail, qui subiront quelques retouches en raison de l'ajustement des familles et des générations retenues après leur départ de la ville, seront publiés ailleurs.

⁶⁶ Cf. Roger CHARTIER et Jacques REVEL, *Université et société dans l'Europe moderne: position des problèmes*, in: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 25, 1978, p. 353–374, graphique p. 359, et mes propres observations dans cet article, p. 363–364. Les taux proposés alors ont dû être révisés à la suite de l'élargissement des dépouillements.

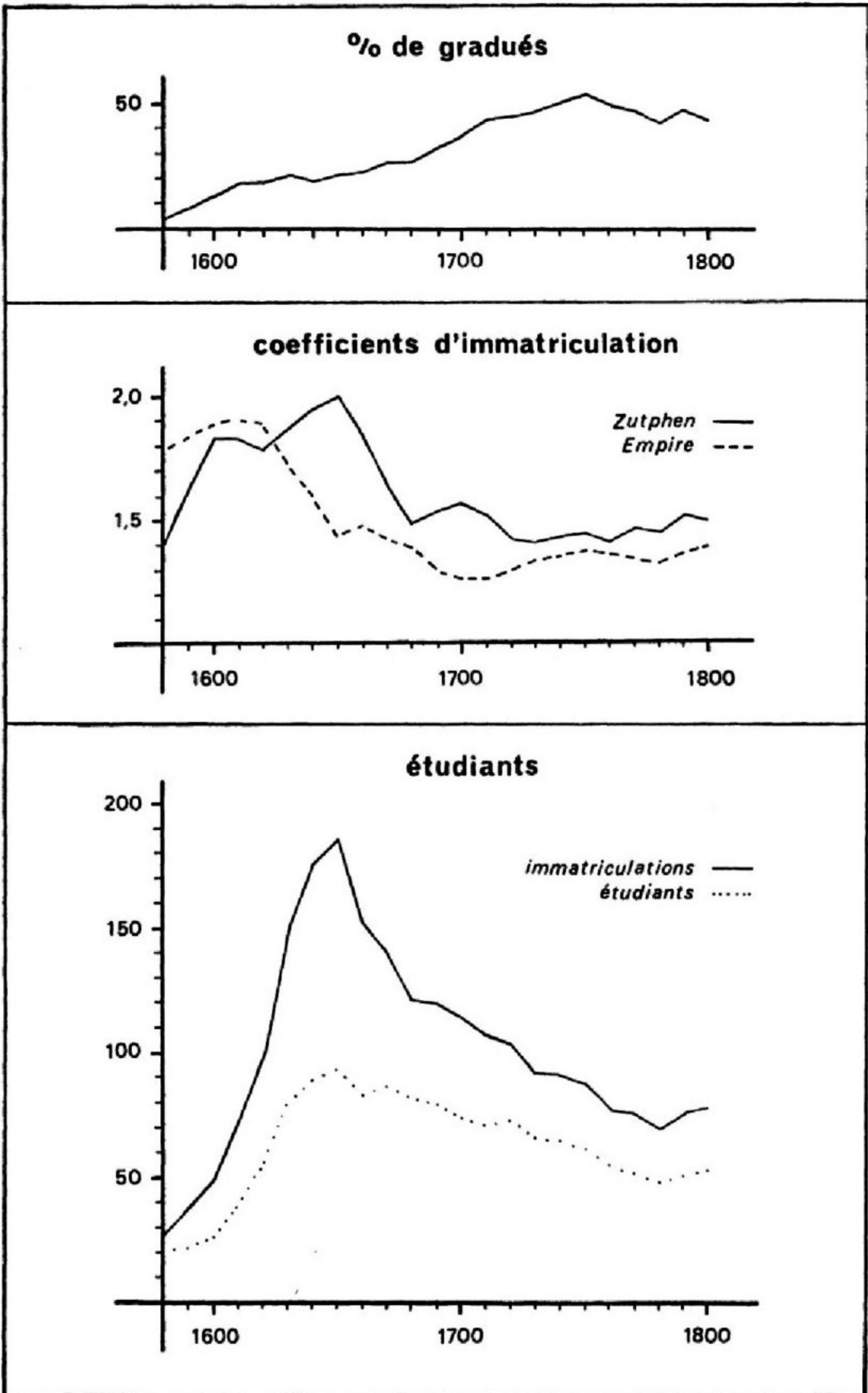


Fig. 3: Rapport entre les nombres d'immatriculés et d'étudiants des familles originaires de Zutphen, 1580-1809 (moyennes mobiles sur trois termes des totaux décennaux)

la courbe brute des gradués ne saurait pas non plus être prise pour un indicateur de la conjoncture universitaire générale, puisque son rapport au nombre de étudiants, et à plus forte raison à celui des immatriculations, n'est nullement constant. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que cette courbe atteint sa vitesse de croisière, avec un optimum de 40 à 50% de gradués.⁶⁷

Il serait abusif de généraliser le cas de cette ville, dont le profil universitaire peut fort bien avoir été imposé par une conjoncture locale particulière. A la Paix de Westphalie les Provinces-Unies devaient d'ailleurs renoncer définitivement au cadre juridique de l'Empire, tout en continuant de se mouvoir dans l'orbite de son espace socio-culturel.⁶⁸ Il est néanmoins patent que la construction d'un coefficient mobile s'impose dorénavant.

5. Coefficients d'immatriculation et courbe corrigée des nouveaux étudiants

La construction d'une courbe de longue durée, comprenant une succession de coefficients d'immatriculation calculés à des intervalles réguliers, suppose que nous puissions travailler sur des échantillons d'étudiants relativement homogènes dans le temps et dont nous connaissions soit la totalité des immatriculations effectuées au cours de leurs études, soit au moins les immatriculations précédant celle à une université réputée comme université de fin d'études. Eliminons d'abord le travail exclusif sur une population étudiante originaire d'un lieu particulier, en raison de la quasi-impossibilité de vérifier les effets de facteurs purement locaux sur la mobilité.⁶⁹ Mieux vaudrait pouvoir prendre une université-témoin et calculer le coefficient d'immatriculation de l'ensemble des étudiants qui y furent inscrits.

Il faut malheureusement avouer que le choix d'un tel lieu est extrêmement restreint. Nombre d'universités importantes (Strasbourg, Halle, Göttingen, par exemple) ne furent créées qu'au cours de notre période. La grande majorité des matricules donne fort peu de renseignements en dehors de la date d'inscription, le lieu d'origine et, parfois, la faculté. Ce n'est qu'au cours du XVIII^e siècle que l'imposition d'une formule standardisée d'immatriculation par certains Etats conduisit les autorités uni-

⁶⁷ Essentiellement en droit et en médecine. La courbe des pourcentages décennaux de gradués qu'on peut calculer à partir de la matricule de Bâle est plutôt inverse: dépassant les 40% des immatriculés au début du XVII^e siècle, les gradués y forment moins de 30% au début du XVIII^e. Il s'agira là d'une conjoncture propre à Bâle.

⁶⁸ Cf. SCHNEPPEN, (op. cit.), et VAN ROOSBROECK, (op. cit.).

⁶⁹ Cf. ci-dessus, note 59, le cas de Nürtingen.

versitaires concernées à noter le nom de l'école ou de l'université que le nouvel étudiant avait fréquentée dernièrement – voire, dans quelques cas, de lui faire avouer tout son cours d'études. D'autre part, la reconstruction complète du curriculum universitaire des étudiants n'est vraiment devenue possible que depuis quelques décennies, la publication des matricules de l'Empire étant maintenant suffisamment avancée pour que la marge d'erreur soit très réduite lorsqu'on tente de retrouver un étudiant dans l'ensemble des sources. Encore faut-il noter l'absence d'universités importantes comme Cologne (perpétuellement « en cours de publication »), Mayence (en grande partie disparue depuis le comptage d'Eulenburg) et Iéna (publication en cours d'achèvement).⁷⁰ Qui plus est, le mode de publication n'est pas uniforme et rares sont les éditeurs qui annotent leur texte d'une manière suffisamment complète pour permettre des relevés sûrs.

En fait, seule l'édition de la matricule de Bâle, couvrant actuellement la période allant de 1460 à 1725/26, tente de reconstruire dans son intégralité le cours d'études des immatriculés. Il est vrai que le choix de Bâle comme université de référence pour le calcul d'un coefficient d'immatriculation peut prêter à critique. La ville libre de Bâle occupait, en effet, une position fort excentrique par rapport aux centres de gravité de l'Empire. Cet inconvénient fut certainement contrebalancé par le site de Bâle en plein centre d'un réseau relativement dense d'universités, sur une des routes de l'Italie. D'autre part, depuis son adhésion à la Confédération helvétique (1501) la ville avait de fait cessé d'appartenir à l'Empire, dont elle ne fut détachée de droit qu'à la Paix de Westphalie. Mais il est indéniable que Bâle, située sur les confins mêmes de l'Empire, appartenait tout au long de notre période à l'espace socio-culturel allemand. Si notre choix peut donc être discuté, il n'est pas non plus dénué de fondement.

La qualité exceptionnelle de l'édition de la matricule de Bâle, confirmée par quelques sondages de vérification que nous avons pu faire, permet non seulement de suivre l'étudiant sur son périple universitaire, mais encore de distinguer les universités où il s'était réellement fait inscrire des établissements où il avait simplement fait un bref séjour sans se faire immatriculer. C'est dire que le coefficient d'immatriculation peut y être chiffré avec toute la rigueur requise, même si le dernier cas semble peu fréquent et concerne surtout les rares chanceux qui faisaient une pérégrination souvent aussi longue qu'empressée.

⁷⁰ Pour l'état actuel de publication de matricules allemandes, voir Karlheinz GOLDMANN, *Verzeichnis der Hochschulen*, Neustadt/Aisch (Degener) 1967, 412 p. Ce répertoire recense, fort heureusement, l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur ou spécialisé. On y trouvera les références des matricules étudiées ici.

Cette édition ne dépasse pas encore, hélas! le premier quart du XVIII^e siècle. A partir de 1740 cependant – et exceptionnellement dès avant cette date, comme à Greifswald – quelques matricules recensent en tout ou en partie les études antérieures faites par les étudiants: notamment, pour des périodes variables, celles de Bützow, Francfort (Oder), Göttingen, Heidelberg et Wittenberg. De toute évidence il ne saurait s'agir là d'une énumération exhaustive, puisque sans confrontation nominale de toutes les matricules il nous est impossible de dépister les omissions, ou de savoir si leur curriculum universitaire était réellement achevé. Dans le cas de Heidelberg et de Göttingen, deux universités célèbres où les étudiants avaient l'habitude de terminer leur curriculum, cela est cependant probable et on notera que les taux obtenus pour ces universités sont plus élevés qu'ailleurs. D'autre part, il semble que la grande majorité des étudiants ne mentionnait que la dernière université fréquentée. L'on peut donc supposer que les coefficients chiffrés à partir des matricules sous-estiment la réalité de la mobilité universitaire, autrement dit qu'il sont un peu trop bas.

Il importe enfin de souligner qu'aucune série satisfaisante de coefficients n'a pu être obtenue pour les universités allemandes catholiques. La matricule de Fribourg permet bien de trouver quelques taux à partir des notes biographiques élaborées par ses éditeurs, mais celles-ci sont sommaires et n'ont guère pris en compte que l'université de Dillingen avec laquelle les échanges étaient fréquents, mais dont la matricule ne continue pas au-delà de 1695. Il semblerait que la mobilité interuniversitaire était moindre en milieu catholique,⁷¹ peut-être en raison d'une moindre densité du réseau universitaire ou d'un embrigadement plus strict de l'étudiant par les autorités universitaires dans le cadre de la Réforme catholique. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la coloration des universités protestantes tant luthériennes que calvinistes semble plus individualisée que celle des universités catholiques, toutes logées à la même enseigne doctrinale; par ailleurs, chaque étape entre les universités protestantes de Helmstedt, Wittenberg, Halle, Leipzig, Iéna, Erfurt, Göttingen, Kassel, Marbourg, Giessen ou Herborn ne mesurait qu'une centaine de kilomètres et parfois beaucoup moins. Les établissements catholiques, en revanche, étaient nettement plus éloignés les uns des autres et l'itinéraire suivait avec moins d'évidence les grands axes de communication. Mais n'oublions pas non plus que beaucoup d'étudiants catholiques passaient

⁷¹ Même constat pour Innsbruck, où le travail des éditeurs de la matricule générale des années 1755/6–1763/4 (n = 1341) permet de calculer un coefficient de 1.133 pour l'ensemble des universités fréquentées (*Matrikel der Universität Innsbruck*, vol. III, 1, bearb. von Edith WEILER, Innsbruck (Wagner) 1968, p. LXXXVIII).

un certain temps d'études dans un grand séminaire – ces séjours, souvent peu connus, ne sont habituellement pas pris en compte dans les calculs. Même si les catholiques constituaient une minorité dans les terres allemandes de l'Empire, l'interprétation ultérieure doit tenir compte de ces restrictions.

Nous avons calculé nos séries de coefficients soit sur l'ensemble des immatriculations faites dans des universités allemandes (cas de Bâle), soit sur toutes les universités allemandes mentionnées par les étudiants lors de leur immatriculation, à l'exclusion des universités situées hors du territoire de l'Allemagne dans ses frontières de 1871 – ceci afin de pouvoir comparer nos résultats avec le travail d'Eulenburg.⁷² En revanche, nous n'avons pas fait de distinction entre les étudiants d'origine allemande ou étrangère, d'abord parce qu'une naissance à l'étranger n'exclut nullement un domicile en Allemagne (pensons aux réfugiés, nombreux à certaines époques), ensuite parce qu'Eulenburg ne l'introduit pas non plus dans ses comptages. Les immatriculations doubles d'un même étudiant à une même université ont été traitées comme un élément de la mobilité universitaire, puisqu'elles augmentent artificiellement les effectifs calculables et peuvent d'ailleurs fort bien témoigner d'une absence temporaire de l'étudiant.⁷³

Lorsque la mobilité interuniversitaire pouvait être mesurée d'une manière continue, comme à Bâle, nous avons limité notre calcul aux deux premières années calendaires de chaque décennie, en commençant par les dizaines (soit, par exemple, 1580 et 1581) et en ajoutant une ou deux années supplémentaires tant que le minimum retenu de 175 étudiants n'était pas atteint. Le même procédé a été suivi pour Francfort, Fribourg⁷⁴ et Wittenberg. A Göttingen, où les effectifs étaient nettement plus im-

⁷² Les immatriculations allemandes provenant des autres régions de l'Empire sont d'ailleurs très rares: la matricule de Prague (en grande partie perdue ou encore inédite) et celle de Vienne (en cours de publication) sont peu connues; Innsbruck, Salzbourg et Graz, en Autriche catholique, n'ont eu, semble-t-il, que fort peu de liens avec le reste de l'Empire.

⁷³ A Göttingen, cependant, nous avons éliminé au préalable le très grand nombre d'immatriculations répétées d'un même étudiant dans les années 1800 et 1810, qui augmenteraient considérablement le coefficient (1.48 au lieu de 1.40 en 1810). Eulenburg, en revanche, semble les avoir incluses dans son comptage.

⁷⁴ Soulignons que les comptages qu'Eulenburg a faits sur la matricule de Fribourg ne concordent absolument pas avec les totaux qu'on peut trouver dans l'édition faite ultérieurement de celle-ci. La matricule est d'ailleurs elle-même grandement sujette à caution, puisqu'elle recense également les élèves du collège (depuis la grammaire...), tout en omettant l'essentiel des étudiants en philosophie et en théologie. Les éditeurs se sont astreints à une reconstruction précise, sans toujours y parvenir, de leur propre aveu. Nous avons donc renoncé à une correction d'Eulenburg à ce sujet. Lors du calcul du taux d'immatriculation nous avons cependant fait abstraction des étudiants inscrits à un niveau inférieur à la logique, et des professeurs, tout en y ajoutant les philosophes et les théologiens connus d'autres sources.

portants, nous nous sommes limités à la première année calendaire de chaque décennie. Là où un comptage sûr ne pouvait être fait que sur des périodes brèves (Heidelberg, 1805-09) ou irrégulières (Greifswald, 1687-90, 1692/93, 1693/94 et 1698/99) ou encore sur des effectifs annuels très réduits (Bützow 1765-89), l'ensemble des immatriculations disponibles a été utilisé.

Le tableau 1 regroupe les coefficients obtenus pour chaque période décennale. Les taux calculés pour les décennies depuis 1690 paraissent assez homogènes et n'accusent pas d'écart notable du coefficient moyen, pondéré chaque fois selon l'importance des populations universitaires comprises dans ce nombre: en gros, une immatriculation sur quatre relève alors de la pérégrination académique. Malheureusement aucun coefficient n'a pu être obtenu pour la décennie 1730-39; nous avons donc extrapolé

Tableau 1. Coefficients d'immatriculation à quelques universités allemandes, 1580-1814.

dé- cen- nie	coefficients bruts								coefficient moyen pondéré		n
	Bâle	Greifswald	Fribourg	Göttingen	Wittenberg	Bützow	Francfort	Heidelberg	par décen- nie	moy- enne mobile 3 ter- mes	
1580	1.696								1.696	(1.769)	398
1590	1.841								1.841	1.822	233
1600	1.928								1.928	1.872	263
1610	1.846								1.846	1.903	280
1620	1.936								1.936	1.889	234
1630	1.885								1.885	1.723	183
1640	1.520	1.193							1.349	1.593	416
1650	1.546								1.546	1.428	183
1660	1.567		1.171						1.389	1.474	378
1670	1.757		1.221						1.488	1.418	406
1680	1.594		(1.151)*						1.377	1.381	377
1690	1.322	1.333	1.133						1.278	1.295	638
1700	1.348	1.444	1.065						1.230	1.249	444
1710	1.290		1.122						1.240	1.254	322
1720	1.291								1.291	1.281	182
1730									(1.311)**	1.324	(-)
1740				1.369					1.369	1.341	157
1750				1.434	1.265				1.342	1.364	635
1760				1.336	1.460	1.311			1.381	1.343	498
1770				1.364	1.286	1.265			1.305	1.321	801
1780				1.353	1.230	1.202	1.235		1.276	1.309	945
1790				1.394	1.314		1.313		1.345	1.350	928
1800				1.511	1.328		1.248	1.491	1.430	1.368	2227
1810				1.396	1.308		1.252		1.328	(1.379)	959

* Occupation française: coefficient extrapolé de la période 1660-1709.

** Coefficient extrapolé de la période 1710-59.

un coefficient moyen portant sur une période de cinquante ans (1710–59). L'évolution des taux au cours du siècle précédant, entre 1580 et 1680, est sans nul doute plus surprenant. Dès le début du XVII^e siècle la pérégrination paraît importante: près d'une immatriculation sur deux y est due. Après une baisse intervenue pendant la Guerre de trente ans le coefficient tend à se rétablir à son niveau antérieur, mais descend ensuite rapidement pour atteindre un palier séculaire.

Ces taux indubitablement élevés sont-ils vraisemblables? L'on objectera que l'université de Bâle à elle seule ne saurait être représentative de l'évolution dans l'Empire tout entier. Il est certain que la hauteur du taux est discutable et pourra être corrigée lorsque nous disposerons d'autres séries de données. Mais l'allure de la courbe nous semble exacte. Il n'est que de lire, par exemple, les innombrables biographies de futurs juristes, médecins et théologiens qui attestent, précisément dans la première moitié du XVII^e siècle, un important périple universitaire, même sans sortir des frontières. Un taux avoisinant 2 peut vouloir dire, par ailleurs, qu'un élève sur deux pérégrinait, mais tout aussi bien qu'un étudiant sur trois ou quatre effectuait un voyage prolongé comprenant plusieurs étapes et immatriculations. C'est ce qui semble avoir été le cas au XVII^e siècle. Sur le *t a b l e a u 2* nous avons indiqué le pourcentage du total décennal des étudiants considérés, qui a pérégriné, indépendamment du nombre d'universités fréquentées. En comparant ces résultats avec ceux du *t a b l e a u 1*, l'on voit que le taux de mobilité interuniversitaire baisse dès avant la chute des coefficients d'immatriculation, ce qui signifie en clair qu'il y a moins d'étudiants qui pérégrinent mais que ceux-ci fréquentent chacun en moyenne plus d'universités.

A titre de contrôle nous avons chiffré pour chaque décennie le pourcentage des étudiants pérégrinants originaires de la ville de Zutphen (*tableau 2*). Pour éliminer les effets conjoncturels les deux séries de taux ont ensuite été converties en moyennes mobiles sur trois termes décennaux. L'indice des taux allemands par rapport à ceux de Zutphen manifeste que l'évolution est dans les deux cas semblable, tout en obéissant au XVII^e siècle à un rythme différent: plus précoce à Bâle, la hausse des taux y est cassée par la Guerre de trente ans toujours proche, alors que la prospérité de la capitale de quartier de la Gueldre, retrouvée tardivement après la stabilisation définitive des Provinces-Unies, provoque les mêmes conséquences avec quelque cinquante ans de retard, avant de connaître à son tour une éclipse dans la foulée de la Guerre de Hollande. Quant au XVIII^e siècle, l'avance légère de la ville néerlandaise semble surtout provenir de la coutume d'une immatriculation double des gradués dans l'université de Gueldre, à Harderwijk: après correction les courbes se recouvrent à peu près à partir du début du XVIII^e siècle.

Tableau 2. Taux de mobilité interuniversitaire, en pourcentages du total décennal des étudiants.

décennie	taux de mobilité		moyennes mobiles sur 3 termes		indices (Zutphen = 100)
	à Bâle	à Göttingen et Wittenberg (taux moyen pondéré)	originaires de Zutphen	Bâle-Göttingen-Wittenberg	
1580	55.0		18.2	—	—
1590	64.8		37.5	61.5	33.2
1600	64.6		43.8	64.8	42.3
1610	65.0		45.5	63.1	47.0
1620	59.8		51.8	60.7	49.7
1630	57.4		51.9	54.9	54.1
1640	47.5		58.5	53.0	56.6
1650	54.1		59.3	51.7	57.2
1660	53.4		53.9	55.0	50.3
1670	57.4		37.8	53.3	41.6
1680	49.0		33.0	51.0	34.0
1690	46.7		31.1	45.4	38.3
1700	40.4		50.7	43.9	41.3
1710	44.6		42.0	41.3	39.0
1720	39.0		24.2	40.6	36.4
1730	(38.3)*		43.1	37.9	35.4
1740		36.3	39.0	35.9	37.6
1750		33.2	30.7	36.3	39.1
1760		39.5	47.6	34.6	35.8
1770		31.1	29.0	33.5	40.0
1780		30.0	43.4	32.0	37.2
1790		35.0	39.2	36.1	43.5
1800		43.4	47.8	38.7	42.3
1810		37.8	40.0	—	—

* Extrapolé de la période 1710–59.

Il sera toujours possible de discuter sur tel ou tel aspect d'une courbe de coefficients d'immatriculation, selon la source utilisée et la conjoncture particulière dans laquelle elle s'emboîte. Mais nous estimons pouvoir avancer comme donnée sûre qu'elle sera dans tous les cas caractérisée par une montée importante – correspondant à une pérégrination accrue et se répercutant sur le voyage à l'étranger (cf. graphique 2) – suivie d'une descente au XVII^e siècle finissant et par la stabilisation des coefficients au cours du XVIII^e. Pour notre part nous proposons de retenir, afin d'éliminer les phénomènes conjoncturels et tant que nous ne disposons pas d'études plus amples, une courbe des moyennes mobiles sur trois termes

décennaux des coefficients moyens pondérés (tableau 1). L'on pourrait d'ailleurs la prolonger dans le XIX^e siècle. Un sondage, à titre d'exemple, dans la matricule de Heidelberg montre que 39% des étudiants immatriculés en 1820 (n = 287) déclarèrent avoir déjà étudié à une autre université nommément désignée ou à Heidelberg même. Pour les années 1830 (n = 590) et 1840 (n = 441) ces pourcentages s'élèvent respectivement à 65 et 68%! Il est vrai que Heidelberg, université de grand renom, constitue un cas particulier. Mais s'il s'avérait que les déclarations de ces étudiants correspondent réellement à des immatriculations multiples – ce qui est dans l'ensemble plus que probable –, les calculs effectués jusqu'à ce jour sur des nombres cumulés d'immatriculations devraient mériter une révision soigneuse, qui pourrait remettre en cause certaines conclusions jusqu'alors communément admises.

Les chiffres d'Eulenburg souffrent encore d'autres défauts maintenant bien connus. Nous n'avons pas cru nécessaire ici de les corriger tous, puisque c'est avant tout la perspective générale qui nous intéresse. A notre sens il vaudrait mieux entreprendre un comptage rigoureux sur la base des matricules publiées, en distinguant, là où cela s'avère possible, les »vrais« étudiants (selon la conception actuelle) des autres suppôts de l'université: les professeurs et leur famille, le personnel universitaire, les écoliers du collège, les serviteurs des étudiants, etc. Certaines courbes, comme par exemple celle de Fribourg où la matricule regorge parfois d'écoliers en bas âge, en prendront une allure toute différente.⁷⁵ On peut d'ailleurs soupçonner l'existence d'une collusion entre le niveau secondaire et l'enseignement supérieur partout où la Faculté des Arts prend des proportions qui dépassent la moitié du total des immatriculations – du moins aux XVII^e et XVIII^e siècles, lorsque des collèges souvent autonomes ont pris le relais de la vieille Faculté des Arts médiévale. Il suffit pour cela de confronter les effectifs pléthoriques des Facultés des Arts à Bamberg, Cologne, Fribourg, Fulda et (jusqu'en 1800) Heidelberg avec ceux, presque inexistantes, de leurs homologues à Breslau, Duisburg, Erlangen, Göttingen, Halle, Iéna et Tübingen, de »vrais« établissements d'enseignement supérieur qui, de ce fait même, sont forcément plus petits.⁷⁶ Il va de soi que de tels effectifs peuvent difficilement être comparés ou cumulés. Dans l'un et l'autre cas on ne parle pas d'un même type de population étudiante. Seule une approche globale peut encore avoir un sens ici.

Nous nous sommes, par conséquent, contenté de rectifier la courbe d'Eulenburg à partir de ses propres principes, en complétant les comptages

⁷⁵ Die Matrikel der Universität Freiburg i. B., 1656–1806, bearb. und hsg. von Friedrich SCHAUB, Freiburg/B. (H. F. Schulz) 1957, t. II, p. 57–62.

⁷⁶ Voir EULENBURG, *Frequenz* (op. cit.) p. 308–313.

déficients et en extrapolant un nombre théorique d'immatriculations pour les années manquantes – étant bien entendu que quelques universités (entre autres Heidelberg, Fribourg et Würzburg) ont été fermées à plusieurs reprises pour faits de guerre. Le résultat se lit sur le t a b l e a u 3. Soulignons que ces ajouts ou (plus rarement) diminutions ne s'avèrent pas toujours indifférents, surtout en période de baisse. En appliquant à cette courbe rectifiée la série des coefficients décennaux d'immatriculation, on obtient une nouvelle courbe, plus basse dans son ensemble, mais dans des propor-

Tableau 3. Courbe corrigée du nombre annuel moyen de nouveaux étudiants par décennie en Allemagne.

décennie	moyenne décennale des immatriculations		coefficient d'immatriculation	courbe corrigée des immatriculations (moyennes décennales)	indices 1576/85 = 100		1616/25 = 100	
	selon Eulenburg	après rectification			selon Eulenburg	après correction	selon Eulenburg	après correction
1576/85	3177.0	3193.5	1.769	1805.3	100	100	72	76
1586/95	3754.0	3754.0	1.822	2060.4	118	114	85	86
1596/05	3858.9	3878.2	1.872	2071.7	122	115	87	87
1606/15	4234.1	4330.7	1.903	2275.7	133	126	95	95
1616/25	4444.2	4518.4	1.889	2392.0	140	133	100	100
1626/35	3263.6	3292.6	1.723	1911.0	103	106	73	80
1636/45	2524.3	2616.1	1.593	1642.2	80	91	57	69
1646/55	4091.3	4136.0	1.428	2896.4	129	160	92	121
1656/65	4350.5	4418.6	1.474	2997.7	137	166	98	125
1666/75	3720.6	3824.7	1.418	2697.3	117	149	84	113
1676/85	3468.8	3577.2	1.381	2590.3	109	144	78	108
1686/95	3886.6	3972.3	1.295	3067.4	122	170	88	128
1696/05	4234.9	4291.1	1.249	3435.6	133	190	95	144
1706/15	4263.1	4262.6	1.254	3399.2	134	188	96	142
1716/25	4228.1	4228.1	1.281	3300.6	133	183	95	138
1726/35	4268.3	4270.5	1.324	3225.5	134	179	96	135
1736/45	4221.1	4257.2	1.341	3174.6	133	176	95	133
1746/55	4169.8	4224.2	1.364	3096.9	131	172	94	130
1756/65	3681.9	3748.6	1.343	2791.2	116	155	83	117
1766/75	3499.8	3499.8	1.321	2649.4	110	147	79	111
1776/85	3596.0	3605.0	1.309	2754.0	113	153	81	115
1786/95	3298.4	3657.9	1.350	2709.6	104	150	74	113
1796/05	2955.8	3041.5	1.368	2223.3	93	123	67	93
1806/15	2755.2	2764.0	1.379	2004.4	87	111	62	84

tions variables selon les époques. C'est celle-ci que nous proposons, à titre d'hypothèse, pour remplacer l'ancienne courbe d'Eulenburg en tant que mesure du nombre réel des nouveaux étudiants dans l'Allemagne d'Ancien Régime. Le graphique 4 réunit l'ancienne courbe et la nouvelle. Si à première vue l'image générale de la courbe ne change guère, il faut cependant noter quelques différences essentielles.

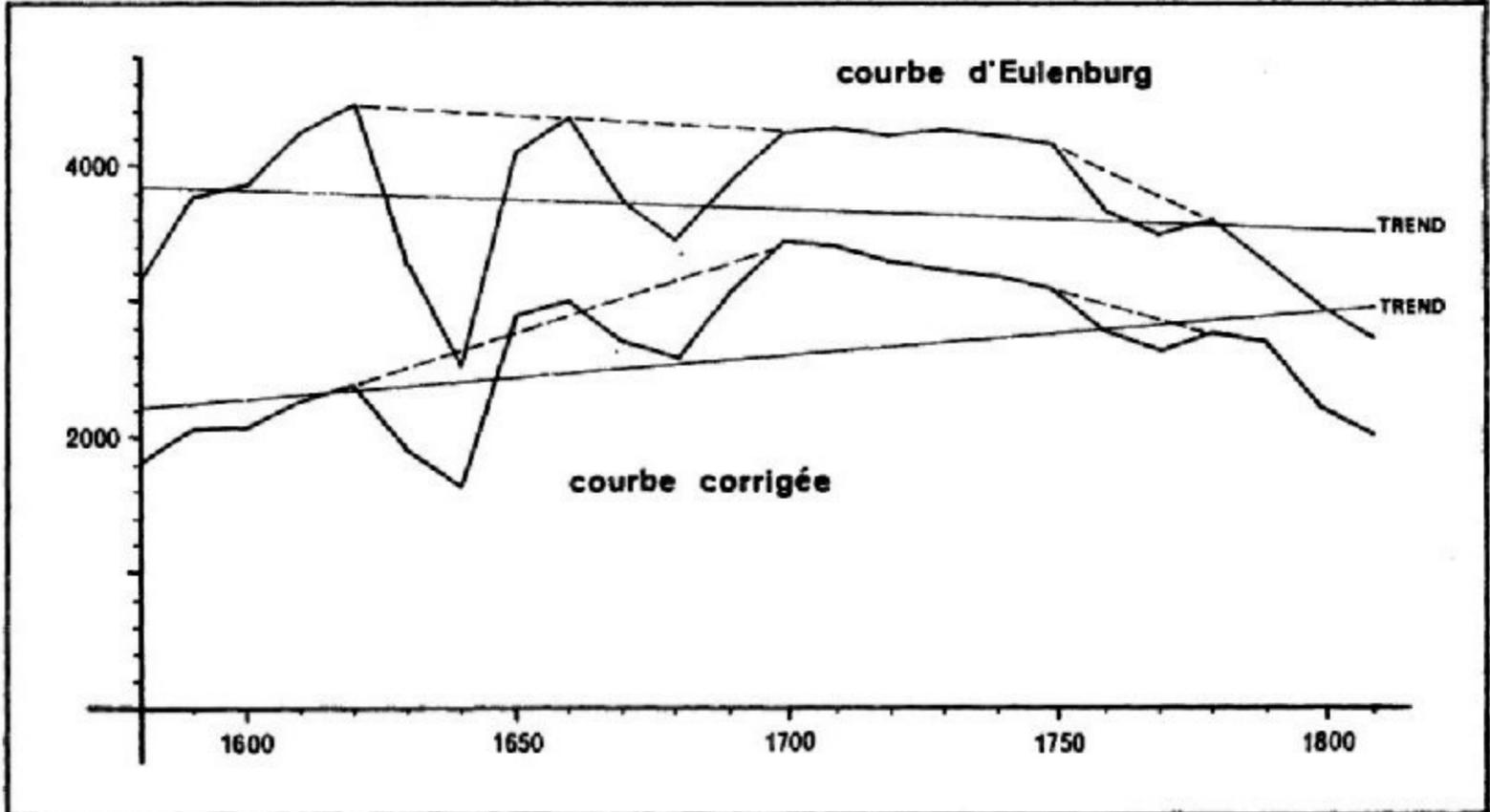


Fig. 4: Moyennes décennales des immatriculations annuelles dans les universités allemandes, 1576/85-1806/15: courbe cumulative d'Eulenburg (non rectifiée) et courbe rectifiée puis corrigée.

Tout d'abord, parmi les trois périodes de chute des immatriculations, celles du XVII^e siècle (1626-45 et 1666-85) paraissent nettement moins importantes que ne le faisaient croire les calculs d'Eulenburg. Pour la toute première période au fond cela ne saurait surprendre, puisque l'on peut supposer qu'en période de guerre et de mouvement continu des troupes les échanges ordinaires et donc la mobilité interuniversitaire se trouvent perturbés: or une diminution du coefficient entraîne une augmentation relative (car rapportée à la courbe brute) des immatriculations. Les indices calculés confirment l'image de la courbe. Si l'on affecte l'indice 100 au point culminant de la courbe d'Eulenburg, la moyenne brute diminue de près de la moitié au cours de la Guerre de trente ans, mais de moins du tiers en données corrigées. La chute à la fin du XVIII^e siècle s'accuse en revanche après correction: rapporté à la dernière décennie de hausse (1776/85 = 100) l'indice corrigé de la période 1806/15 n'est plus que de 73, alors qu'il s'élève encore à 77 chez Eulenburg.

Mais il y a plus important. La calcul de la régression linéaire (t r e n d) met à l'évidence que la tendance générale des deux courbes va en sens opposé par rapport à la période de départ. Alors que l'évolution pluriséculaire de la courbe d'Eulenburg accuse une tendance à la baisse, celle de

la courbe corrigée va dans le sens d'une hausse relative. Même stagnant ou en baisse, le XVIII^e siècle y présente une image plus favorable que chez Eulenburg, où le long palier du premier XVIII^e est en retrait par rapport aux sommets du XVII^e. Autrement dit, le XVIII^e siècle défavorisé d'Eulenburg est remplacé par un âge plus euphorique: à l'image du déclin se substitue celui de l'essor. Là encore les indices permettent de compléter et de nuancer cette image d'ensemble. En affectant l'indice 100 à la première décennie envisagée (1576/85), la courbe d'Eulenburg révèle trois périodes qui dépassent celle-ci d'un tiers (indice 133 et au-dessus): le maximum d'avant la Guerre de trente ans, le bref rétablissement après la guerre, et le palier du premier XVIII^e siècle. Tout se passe donc comme si, abstraction faite des baisses d'ordre conjoncturel, le plein des étudiants était atteint dès le premier quart du XVII^e siècle, pour se maintenir un siècle durant jusqu'à la chute finale, amorcée à la fin de la première moitié du XVIII^e siècle. L'allure de la courbe corrigée est toute différente. Il est vrai que les baisses temporaires ne semblent là non plus affecter l'allure générale de la courbe. Même après la saignée de la Guerre de trente ans la courbure reste régulière et continue sur sa lancée pour atteindre son point culminant au tournant du XVII^e siècle seulement. C'est alors que s'amorce une baisse progressive, mais lente, de l'ordre de 4% par décennie, qui s'accélère à partir de la seconde moitié du siècle (10% par décennie).

Tableau 4. Synthèse des résultats par périodes de 50 ans.

période	moyennes annuelles des immatriculations		coefficient d'immatriculation synthétique*	indices (1576-1625 = 100)	
	selon Eulenburg	après correction		selon Eulenburg	après correction
1576-1625	3893.6	2121.0	1.836	100	100
1626-1675	3590.1	2428.9	1.478	92	115
1676-1725	4016.3	3158.6	1.272	103	149
1726-1775	3968.2	2987.5	1.328	102	141
1776-1814**	3151.4	2422.8	1.301	81	114

* Ecart entre les deux moyennes ** Période de 40 ans.

Si l'on synthétise les résultats obtenus dans des périodes de longue durée, par exemple de 50 ans (t a b l e a u 4), les conclusions précédentes n'en seront que confortées. Abstraction faite des incidents de parcours, la courbe calculée par Eulenburg se révèle finalement d'une étonnante stabilité, suggérant une longue période de stagnation: à peu près horizontale,

elle fléchit seulement vers la fin du XVIII^e siècle. La courbe corrigée, en revanche, maintient sa courbure: l'augmentation en l'espace d'un siècle est de l'ordre de 50%; elle est suivie d'une régression qui, cependant, reste relative.

6. Taux de scolarisation universitaire

Il va de soi que de tels chiffres n'ont de sens que mis en rapport avec d'autres séries de variables: par exemple le nombre de jeunes gens en âge d'être scolarisés dans l'enseignement supérieur, l'évolution institutionnelle des universités et des types d'enseignement dispensés, l'espoir de carrière exprimé dans le nombre de fonctions disponibles aux différentes époques et au niveau de qualification exigé, etc. Il n'est pas question de traiter ces problèmes ici autrement qu'en les effleurant. Ne serait-ce que parce que des études sérieuses permettant le croisement de plusieurs séries de données n'existent pas pour la totalité des pays allemands à l'époque moderne. Il faudrait donc procéder par sondages territoriaux, mais cela demanderait au préalable la reconstitution de la population étudiante locale.

En tenant compte des agrandissements territoriaux successifs de la Prusse, il serait par exemple possible de calculer un taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur pour ce territoire entre 1688 et 1729, et depuis 1748, années pour lesquelles des statistiques annuelles presque continues du nombre total des baptisés en Prusse sont disponibles.⁷⁷ Mais pour obtenir le nombre exact des étudiants prussiens il ne suffit pas de cumuler l'ensemble des immatriculations aux universités prussiennes, même diminuées d'un coefficient d'immatriculation, car plusieurs d'entre elles, à commencer par la plus importante (Halle, qui totalise en 1804 à elle seule plus de 40% des effectifs étudiants du territoire), furent fréquentées par un nombre important d'Allemands venus d'autres Etats, voire par des étrangers. Et l'inverse est tout aussi vrai. Seul un catalogue nominal peut permettre ici d'éliminer les risques d'erreurs grossières.

Nous ne nous dissimulons pas que l'établissement d'un tel catalogue à une échelle importante peut radicalement mettre en cause la courbe que nous proposons et le modèle qui en découle. Celle-ci est en effet fondée sur une hypothèse dont les modalités exactes peuvent s'avérer fort différentes de ce que nous avons calculé ici sur des bases théoriques. Ce qui nous semble important, c'est la remise en question du modèle trop peu réfléchi qui a été tiré des chiffres publiés par Eulenburg – mais ne le rendons pas responsable du mauvais usage de son matériau! –, l'élaboration

⁷⁷ Chez O. BEHRE, *op. cit.*, p. 454.

d'un nouveau modèle évolutif plus conforme à la réalité de la conjoncture universitaire telle que les chiffres corrigés nous la font entrevoir, et la réflexion sur les conséquences de ces corrections tant pour l'analyse de l'évolution de la vie sociale que pour les théories projetées par la société sur elle-même.

Comme premier pas dans cette direction nous voudrions proposer quelques hypothèses sur les taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur allemand au cours de la période concernée. Notons tout d'abord que les chiffres cumulés d'Eulenburg sont incomplets dans la mesure où les matricules de quelques universités avaient déjà disparu (Trèves, Rinteln, Dillingen après 1696). Ils ne comprennent d'ailleurs pas non plus les étudiants pérégrinants vers l'étranger. Quant au premier problème, la proportion d'inconnus semble peu importante et rien ne permet de croire que l'allure générale de la courbe a pu en être affectée. D'autre part, Eulenburg a chiffré le nombre d'étudiants allemands allant vers l'étranger au début du XVII^e siècle à environ 10%, qui seraient donc à ajouter au total cumulé de l'Empire.⁷⁸ Il est certain que la pérégrination vers l'Italie a diminué par la suite, tandis que celle vers d'autres pays augmentait (graphique 2). Mais même si la proportion de 10% des immatriculations s'avérait de ce fait dépassée, nous ne croyons pas que cela aurait une importance notable pour l'allure générale de la courbe corrigée; peu nombreux semblent en effet avoir été les étudiants qui ne se firent pas inscrire dans l'une ou l'autre université allemande avant ou après leur voyage à l'étranger, de sorte qu'ils se trouvent déjà compris dans la courbe corrigée. L'on peut enfin faire observer que celle-ci inclut également les étudiants étrangers, rétablissant ainsi partiellement l'équilibre; ce n'est qu'après la création des nouvelles universités de Halle et Göttingen, donc au XVIII^e siècle, que le flux d'étrangers vers l'Allemagne semble devenir plus important que le mouvement des allemands vers l'étranger. Il est donc certain que les taux que nous obtiendrons seront légèrement trop bas; mais il nous semble que la marge d'incertitude due à ces facteurs demeurera relativement réduite, dans l'ordre des 10% au maximum.

Plus grave est le manque de précision qui subsiste dans le domaine de la démographie historique. Nous ne disposons, hélas! que d'estimations fort approximatives de la population allemande à l'époque moderne.⁷⁹

⁷⁸ EULENBURG, *Frequenz* (op. cit.), p. 119-129.

⁷⁹ Voir Friedrich LUETGE, *Deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 3^e éd., Berlin-Heidelberg-New York (Springer) 1966, p. 333 et 419; *Raum und Bevölkerung in der Weltgeschichte* (Bevölkerungs-Ploetz), t. II: *Vom Mittelalter zur Neuzeit*, bearb. von Ernst Wolfgang BUCHHOLZ, Würzburg (Ploetz) 1956, p. 60-70 et 160; Wilhelm ABEL, *Landwirtschaft, 1500-1648 (et 1648-1800)*, in: Hermann AUBIN & Wolfgang ZORN, *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, t. I. Stuttgart (Union-Verlag) 1971, p. 386 et 510-511.

Et il ne semble guère probable que nous puissions jamais espérer aller au-delà d'un ordre de grandeur, du moins pour le XVII^e siècle. Non seulement les sources d'ensemble font défaut, mais encore les études détaillées sur telle ou telle localité ou région ont-elles montré la fortune fort diverse des territoires allemands. L'épouvantable saignée de l'Empire au cours de la Guerre de trente ans qui l'a amputé globalement de plus du tiers de ses habitants – mais avec des écarts régionaux extrêmement prononcés, dûs à l'action conjuguée mais différentielle de la guerre et de la peste – a été suivi par un long en parfois lent rétablissement obéissant à des rythmes locaux fort inégaux, encore différenciés par d'importantes poussées subites d'immigration.⁸⁰ Les estimations globales du nombre d'habitants que nous avons rassemblées dans le tableau 5 sont donc données ici sous toutes réserves et permettent, jusque vers 1770, des marges dans l'ordre du million. Il est, d'autre part, malaisé de proposer un âge moyen à l'entrée de l'université, étant donné la disparité des deux types d'établissement que nous avons évoquée plus haut. La fixation de l'âge moyen à 17 ans paraît cependant raisonnable et permet une comparaison à l'échelle internationale.⁸¹

Les écarts que les taux de scolarisation calculés ici manifestent entre eux sont tels que, quelle que soit la marge d'incertitude, trois réalités

⁸⁰ Cf. Günther FRANZ, *Der Dreissigjährige Krieg und das Deutsche Volk. Untersuchungen zur Bevölkerungs- und Agrargeschichte*, Jena (G. Fischer) 1940 (3^e éd.: Stuttgart 1961), et la synthèse des travaux dans: M. REINHARD, A. ARMENGAUD & J. DUPÂQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, 3^e éd., Paris (Montchrestien) 1968, p. 155–160 et 223–226.

⁸¹ Nous choisissons pour notre calcul la table de mortalité de Johann-Peter SÜSSMILCH, *Die göttliche Ordnung in den Veränderungen des menschlichen Geschlechts*, 4^e éd., vol. III, éd. par Christian Jacob BAUMANN, Berlin (Realschule) 1787, p. 99–101 (1^{ère} éd. en 1741), qui concerne l'Empire et a l'avantage sur la plupart des autres tables contemporaines de distinguer les hommes et les femmes, le taux de survie de celles-ci (50.0% à 17 ans révolus, p. 102) étant nettement supérieur à celui de ceux-là (47.9%, p. 99). Outre les variations probables dans le temps du taux de survie, il faut encore retenir des différences dans l'ordre de 5% entre les tables de longévité pour une même classe d'âge. Cf. par exemple Jean-Joseph EXPILLY, *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France*, t. V, Paris (Desaint & Saillant) 1768, p. 799, qui donne un taux de survie de 50.0% à 17 ans révolus pour la population de Londres en 1766. On peut, troisièmement, supposer que les classes d'âge jeunes représentent une proportion plus grande de la population dans les périodes de rétablissement démographique après les guerres (cf. FRANZ, op. cit.) que dans une période de stabilité, ce qui diminuerait d'autant le taux de scolarisation. N'oublions pas, enfin, que si l'on met la mortalité estudiantine au même niveau que celle de la population toute entière (mais il peut y avoir eu différenciation en fonction des classes sociales!), à peu près 5% des étudiants a dû mourir au cours des études universitaires, de mort naturelle ou bien, ce qui n'était point rare, de manière violente. Sur Süßmilch et la valeur de ses tables, qui partent d'une population à base stationnaire, non-dynamique, voir: Robert HORVATH, *L'Ordre divin de Süßmilch*, in: *Population* (Paris), avril–juin 1962, p. 267–288, notamment p. 283.

semblent dorénavant acquises: à la suite d'une lente ascension initiale, on observe une montée en flèche du taux de scolarisation après la Guerre de trente ans, suivie d'une longue diminution, sans répit apparent, mais fléchissant légèrement à mesure qu'elle s'approche du minimum final. Si l'on suppose que le rétablissement démographique entre 1650 et 1700 s'est fait dans l'ensemble d'une manière continue et que l'Allemagne a donc dû compter environ 12.500.000 habitants vers 1680, nous arrivons pour cette date à un taux de scolarisation de 1.99, soit un étudiant sur 50 garçons de sa classe d'âge. Ce taux souligne encore le caractère extraordinaire du chiffre calculé pour 1650 et confirme en même temps la double baisse, suivie d'une double hausse, que nous avons déjà observé sur les courbes brutes (graphique 4).

En réalité ces taux s'accordent assez bien avec ceux qu'on a proposés pour d'autres pays européens: 2.4% au même âge pour l'Angleterre de 1630, mais pas plus que 1.5% en 1690;⁸² entre 2.75% (maximum au XVII^e siècle) et 1.5% (minimum au XVIII^e siècle) pour les Provinces-Unies;⁸³ 2.2% à 18 ans pour la Castille de la mi-XVIII^e siècle;⁸⁴ 1.2% à ce même âge pour la France de 1789.⁸⁵ A l'exception du Portugal, cas particulier en raison de la place qu'y tient alors le droit canon, la baisse au cours du XVIII^e siècle semble générale, et l'Allemagne n'y fait pas exception. Et même si nos calculs conduisent à une révision dans le sens de la hausse de l'évolution du taux allemand à l'issue de la Guerre de trente ans (augmenté de moitié d'après les chiffres d'Eulenburg, presque doublé selon nous), les deux séries de taux, celle d'Eulenburg et la nôtre, conservent par ailleurs la même allure.

En revanche, il n'en est plus de même si l'on compare l'indice de l'évolution de la population estudiantine avec celui du taux de scolarisation. Dans le premier cas le maximum n'est atteint que vers 1700, dans le second dès 1650. Autrement dit, nous assistons à un double mouvement: à une hausse en chiffres absolus correspond, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, une baisse en nombres relatifs. Tout se passe donc comme si la société allemande avait fait le plein de ses intellectuels dès l'issue de la Guerre de trente ans, cependant que le nombre d'étudiants en chiffres absolus continuait de croître pendant un demi-siècle encore, parallèlement au rétablissement démographique.

⁸² Cf. CHARTIER & REVEL, *op. cit.*, p. 368.

⁸³ Jan DE VRIES, *The Dutch Rural Economy in the Golden Age, 1500-1700*, New Haven-Londres (Yale Univ. Press) 1974, p. 276, note 88. Cf. mes indications à ce sujet dans CHARTIER & REVEL, *op. cit.*, p. 368, sur lesquelles je reviendrai ailleurs.

⁸⁴ Richard L. KAGAN, *Students and Society in Early Modern Spain*, Baltimore-Londres (The John Hopkins Univ. Press) 1974, p. 199-200 et 225.

⁸⁵ Proposé par M.-M. COMPÈRE, dans: R. CHARTIER, M.-M. COMPÈRE & D. JULIA, *L'Education en France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris (SEDES) 1976, p. 294, note 7.

Tableau 5. Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur en Allemagne (vers 1560–vers 1810).

date appro- xima- tive	nombre d'habitants en Allemagne ⁸⁶	nombre annuel corrigé de nouveaux étudiants	taux de scolari- sation à 17 ans ⁸⁷ en %	1/t × 100*	indices (1560 – 100) nou- veaux étu- diants	taux de sco- larisa- tion	taux calculés sur les chiffres d'Eulenburg: taux en %	indice (1560– 100)
1560	14.000.000 ⁸⁸	1741.7 ⁸⁹	1.19	84	100	100	1.95	100
1600	15.000.000 ⁹⁰	2071.7	1.32	76	119	111	2.46	126
1620	16.000.000 ⁹¹	2392.0	1.43	70	137	120	2.66	136
1650	10.000.000 ⁹⁰	2896.4	2.77	36	166	233	3.92	201
1700	15.000.000 ⁹⁰	3435.6	2.19	46	197	184	2.70	139
1740	18.000.000 ⁹²	3174.6	1.69	59	182	142	2.25	115
1770	20.000.000 ⁹³	2649.4	1.27	79	152	107	1.68	86
1800	24.500.000 ⁹⁴	2223.3	0.87	115	128	73	1.16	60
1810	25.500.000 ⁹⁴	2004.4	0.75	133	115	63	1.04	53

* Nombre de garçons de la classe d'âge fournissant 1 étudiant (soit l'inverse, multiplié par cent, du % précédent).

Cette contradiction apparente éclaire un des aspects de la polémique au sujet de la surproduction intellectuelle. Selon leur angle de vue les contemporains considéraient, en effet, soit la capacité de croissance en chiffres absolus, soit la nécessité d'une diminution en données relatives. On comprend dès lors que, faute de chiffres précis, la discussion ne pouvait que s'enliser, les deux partis ayant raison sans pouvoir saisir exactement dans

⁸⁶ L'Empire sans les pays autrichiens, la Suisse et les Pays-Bas.

⁸⁷ Le taux de scolarisation à l'âge y s'obtient en divisant le total de la population masculine (ici considérée comme formant la moitié de la population totale, faute de données précises sur le taux de masculinité à cette époque) par le taux de survie à l'âge y (dans ce cas 47.9%, cf. ci-dessus note 81), puis par le nombre annuel des nouveaux étudiants, soit:

$$\text{taux de scolarisation}_y = \frac{\text{population masculine}}{\text{taux de survie}_y \times \text{nombre annuel de nouveaux étudiants}}$$

⁸⁸ D'après W. ABEL, op. cit., p. 386.

⁸⁹ Moyenne annuelle des immatriculations en 1556–65 (= 2846, sans Mayence et Trèves, cf. F. EULENBURG, Die Frequenz, p. 100–101), corrigée par le coefficient d'immatriculation extrapolé 1.634.

⁹⁰ D'après E. W. BUCHHOLZ, op. cit., p. 60.

⁹¹ Estimation minimale de W. ABEL, op. cit., p. 386, cf. p. 511.

⁹² D'après W. ABEL, op. cit., p. 511. Selon E. W. BUCHHOLZ, op. cit., p. 60: 16 à 18 000 000 vers 1750, ce qui, dans l'hypothèse de la moyenne des deux chiffres, donnerait pour 3096.9 nouveaux étudiants par an un taux de 1.75, soit un étudiant sur 57 garçons vers 1750.

⁹³ D'après l'estimation de F. LÜTGE, op. cit., p. 333.

⁹⁴ D'après F. LÜTGE, op. cit., p. 419. Ces chiffres s'appuient sur des recensements.

quelle mesure. Il est vrai qu'au XVIII^e siècle l'évolution des indices n'était pas contradictoire, mais même là un malentendu fondamental demeurerait possible, puisque entre 1700 et 1810 le nombre annuel de nouveaux étudiants diminuait de 40% seulement, alors que le taux de scolarisation baissait en même temps des deux tiers. De tels écarts ne sont assurément pas restés sans effets visibles.

7. En conclusion: quelques éléments d'explication

Que s'est-il donc exactement passé? Il est naturellement très malaisé d'avancer les facteurs probables d'une évolution que nous avons dessinée essentiellement d'après un enchaînement de conjectures. Le but de cet article étant surtout de relancer la discussion et d'émettre des hypothèses qui puissent y contribuer, nous nous permettons néanmoins quelques suggestions.

Tout d'abord quelques mots à propos du taux de 1650. Dès maintenant, en effet, une évidence saute aux yeux: alors que la guerre, la famine, la peste et les migrations viennent, en trente ans, à bout de près de 40% de la population allemande, les intellectuels, eux, connaissent un sort tout différent: en chiffres absolus la comparaison des totaux de 1620 et de 1650 montre une diminution de 8% seulement, si l'on s'en tient aux chiffres d'Eulenburg, voire une augmentation de 20% en données corrigées. Dans les deux cas les taux de scolarisation accusent un énorme bond en avant. Or il s'agit de garçons dans l'âge de 15 à 20 ans, donc nés au plus fort de la guerre et non pas au cours du redressement démographique qui l'a suivie. Risquons la thèse que ce n'est pas la chute des immatriculations pendant la guerre qui a de quoi surprendre, mais surtout ce prompt et précoce rétablissement. Car si la guerre et la peste ont décimé la population, elles en ont visiblement épargné les élites culturelles. L'on peut supposer que cette mortalité différentielle – selon les couches sociales ou en fonction du clivage ville/campagne – a eu pour conséquence que l'Allemagne moderne se trouvait au lendemain de la guerre dotée d'une classe d'intellectuels en surnombre relatif: selon qu'on s'en tient à Eulenburg ou que l'on considère les données corrigées, l'augmentation du taux de scolarisation est de près de 50% ou 100% en une génération. Dans les deux cas ce «boom» peut avoir eu un double effet: d'abord saturation du marché du travail intellectuel – relativement du moins, étant donné l'état d'appauvrissement généralisé du pays, incapable d'entretenir un secteur tertiaire prolifique. C'est la thèse de Grunewald qui est d'autant plus amer que la guerre a, selon lui, abondamment tué dans les rangs de l'élite militaire. Et on comprend que Seckendorff a pu faire la fine

bouche devant l'importance de la demande en fonctions administratives. Cette saturation conjoncturelle expliquerait pourquoi, après deux décennies d'une très forte hausse favorisée par la remise en place des structures administratives demanderesses de cadres intellectuels, le nombre de nouveaux étudiants a dû baisser en chiffres tant absolus que relatifs. La baisse intervenue dans les années 1660-1680 ne s'explique guère autrement. Elle fut d'ailleurs suivie d'une deuxième hausse en chiffres absolus qui put se maintenir pendant quelques décennies avant d'inaugurer une tendance de longue durée à la baisse, cette fois-ci sans à-coups majeurs. Il est légitime de se demander si cette seconde hausse, intervenant approximativement une génération après la première, n'est pas surtout dû au dynamisme interne de la reproduction des élites qui, une fois constituées, auraient tendance à se maintenir en place et à se perpétuer. La question mérite d'être posée.

L'on peut, deuxièmement, concevoir que l'augmentation très nette et sur une longue période du nombre d'intellectuels par rapport à l'avant-guerre a pu introduire une transformation d'ordre qualitatif. C'est justement le surplus pléthorique d'intellectuels sans ressources propres qui a favorisé la naissance et l'éclosion d'une bureaucratie puissante et compétente au service exclusif des Etats. A la lumière de nos calculs il n'est sans doute pas abusif d'y voir une des séquelles directes de la guerre. Il faudrait d'autres recherches pour déterminer la nature et l'intensité exactes des liens entre les deux phénomènes sur un plan territorial ou local. Si l'on superpose la carte des pertes démographiques de la Guerre⁹⁵ (donc inversement, selon notre hypothèse, celle des surplus potentiels d'intellectuels) et la carte des Etats où devaient naître bientôt des méthodes de gestion bureaucratiques, le rapport entre les deux phénomènes n'est pas sans vraisemblance. Dans cette perspective c'est justement la mortalité différentielle de la Guerre de trente ans qui aurait permis l'éclipse de la religion au profit de l'efficacité comme critère d'orientation politique que l'on constate dans la seconde moitié du XVII^e siècle.⁹⁶

La baisse graduelle de toutes les courbes au cours du XVIII^e siècle traduit des phénomènes tout différents et qui sont beaucoup mieux connus: d'abord la professionnalisation des filières d'études dont certaines – théologie pastorale, sciences administratives, chirurgie, médecine vétérinaire, technologie, génie militaire, agronomie, sylviculture, etc. – sortent désormais du cadre universitaire ou se développent parallèlement à celui-ci,

⁹⁵ Voir REINHARD e. a., *op. cit.* p. 156.

⁹⁶ Cf. Andreas KRAUS, *Le développement de la puissance de l'Etat dans les principautés allemandes (XVI^e-XVII^e siècles)*, in: *Revue d'histoire diplomatique* t. 89 (1975) p. 298-319.

diminuant d'autant le nombre potentiel de candidats à l'université. Ensuite la prolifération des lycées ou gymnases académiques au XVIII^e siècle, avec leurs cours particuliers ou leurs facultés le plus souvent squelettiques, mais d'un niveau amélioré et suffisant pour appliquer aux élèves une première couche de vernis intellectuel. Furent donc drainés des universités ceux parmi les étudiants qui financièrement ne pouvaient se permettre un séjour hors de leur ville natale et ne disposaient pas non plus d'une bourse ou qui n'avaient ni envie ni besoin de les fréquenter.⁹⁷ Il est maintenant à peu près sûr que le recrutement des universités au sens propre du mot est devenu plus élitiste au cours du XVIII^e siècle, par les effets conjugués des deux facteurs que nous venons d'indiquer, renforcés par une législation favorable au cloisonnement des classes sociales. L'on peut se demander si cette transformation du recrutement social n'a pas entraîné une évolution importante du mode de vie estudiantine et la naissance d'une typologie tripartite du comportement des étudiants qui devait subsister jusqu'en plein XX^e siècle: le bûcheur, le fêtard et l'engagé. Weber, nous l'avons vu, y faisait déjà allusion. Un dernier facteur enfin: le déclin du prestige des universités, en tant qu'institutions de fin d'études privilégiées et de haut niveau, tel qu'il ressort quasi-unaniment de la littérature contemporaine – même si l'on fait la part des stéréotypes et en tenant compte de l'attrait de Halle et Göttingen, qui tendaient justement à renouveler la confiance en la viabilité des établissements supérieurs de type ancien.⁹⁸

Mais la baisse constatée pour le XVIII^e siècle doit certainement être modulée selon les régions. Ainsi pour la Prusse, patrie de la thèse de la surproduction: pour 1804, à l'occasion du premier recensement du nombre d'étudiants en Prusse, un taux de scolarisation de 1.45% de la classe d'âge peut être calculé,⁹⁹ soit 1.6 fois le taux moyen de l'Allemagne toute entière vers 1800. Dès lors la question se pose s'il peut y avoir eu »exportation« d'anciens élèves du supérieur vers d'autres territoires de l'Allemagne, donc migrations internes et peréquation interterritoriale au niveau du marché du travail, ou si les régions demeuraient dans ce domaine

⁹⁷ Eulenburg n'a pas pris en compte les universités sans droit de collation des grades; elles sont répertoriées dans GOLDMANN, op. cit. Une liste plus ancienne de ces *Gymnasia illustria et partim academica* dans: Johann Georg HAGELGANS, *Orbis literatus academicus germanico-europaeus*, Francfort/Main (Hoekerus & Hutterus) 1737.

⁹⁸ Cf. par exemple R. S. TURNER, op. cit., p. 502–505.

⁹⁹ O. BEHRE, op. cit., p. 311 (étudiants) et 454 (naissances). Nous avons supposé qu'il s'agit là du nombre réel d'étudiants à la date donnée, mais soustrait de ce nombre les 15% d'étudiants domiciliés hors de la Prusse (cf. DIETERICI, op. cit., p. 172–173). Le taux brut qu'on peut calculer pour les cinq universités existant en Prusse en 1750 (soit 2.40%) n'est que 1.4 fois supérieur au taux général; après soustraction des non-Prussiens il sera forcément encore plus bas.

relativement étanches. Jusqu'à maintenant les historiens de l'éducation ont traité les territoires allemands comme des entités quasiment autarques, empruntant peu ou rien à leurs voisins immédiats et obligés d'absorber eux-mêmes la totalité de leur production d'intellectuels.¹⁰⁰ Mais ces recherches se fondent le plus souvent sur des raisonnements d'ordre statistique et sous-entendent un modèle d'immobilisme territorial. La constitution d'importants fichiers nominatifs pourrait nous amener à modifier quelque peu cette vision des choses.

Dans l'ensemble cependant une conclusion s'impose: s'il y eut une surproduction de plus en plus dramatique d'intellectuels, comme la discussion le laissait entendre au cours du XVIII^e siècle – Sonnenfels parlait en 1786, pour l'Autriche il est vrai, d'un rapport de 5 étudiants pour 2 fonctions, les 3 étudiants non pourvus étant bien entendu de futurs chômeurs¹⁰¹ –, elle fut certainement toute relative. Car exception faite d'un départ particulièrement heureux, à la faveur de guerre et peste, vers 1650, les chiffres ne cessent de diminuer, non seulement par rapport à la population croissante (tableau 5), mais depuis 1700 également en valeur absolue. D'où l'alternative suivante: ou bien le nombre global de fonctions publiques et de professions libérales diminuait réellement et à une vitesse plus grande que celui des étudiants, ce qui revient à reconnaître la réalité d'un surplus absolu. Ou bien des changements structurels dans les profils de carrière, dans le mode et le niveau du recrutement ou encore dans le fonctionnement de l'institution universitaire doivent être intervenus, qu'il s'agit alors d'éclairer pour mettre en évidence les ressorts de ce surplus relatif.

Quant au premier parti de l'alternative, la question mérite d'être posée. L'on peut, en effet, présumer des conséquences défavorables pour le marché de l'emploi d'un allongement de l'espérance de vie, qui aurait diminué les taux de remplacement bruts. Il est également possible que le nombre d'intellectuels demandés diminuait réellement, toutes choses égales par ailleurs, à la suite de modifications dans la demande de services publics ou dans les profils professionnels. Ce fut probablement le cas des avocats en Hollande, au XVIII^e siècle, comme nous l'indiquerons dans un autre article. Et la médicalisation de la profession chirurgicale peut avoir eu une influence défavorable sur la demande de médecins. Mais faute d'études globales il est difficile de se prononcer à ce sujet pour l'Allemagne entière. Il faut d'ailleurs reconnaître que, même si un recul de telle ou

¹⁰⁰ Cf dernièrement pour le début du XIX^e siècle: Konrad H. JARAUSCH, *Sources of German Student Unrest, 1815–1848*, in: *The University in Society*, (op. cit.), t. II, p. 533–569.

¹⁰¹ KLINGENSTEIN, op. cit., p. 351.

telle profession peut être accepté, la diminution de l'ensemble des emplois publics ou tertiaires paraît hautement invraisemblable dans une conjoncture d'essor du fonctionnariat.

Aussi la deuxième hypothèse envisagée mérite-t-elle davantage d'attention. Il semble bien qu'au cours du XVIII^e siècle les autorités civiles des territoires allemands les plus importants aient réussi à restreindre le nombre réel d'étudiants dans leur circonscriptions, pour des considérations d'économie politique et en interaction avec une idéologie de la surproduction activement propagée. Autrement dit, la soi-disante surproduction relevait d'une stratégie sociale, d'un modèle de société en transformation. Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle nous pouvons entrevoir, par exemple en Prusse et en Bavière,¹⁰² les prodromes d'une politique restrictive à l'égard des études universitaires. Lorsque, après une accalmie, vers 1700 le maximum des étudiants fut atteint, cette politique reprit de plus belle, tout en se structurant et en s'intégrant dans une idéologie d'ensemble, dictée par la réaction nobiliaire (ou aristocratique)¹⁰³ et par le cloisonnement progressif des anciens ordres sociaux en classes sociales pratiquement étanches. L'université, considérée jusqu'alors par beaucoup comme un catalyseur de promotion sociale, perdait son autonomie pour recevoir peu à peu une finalité étatique. Elle fut mise au service des Etats absolutistes qui tendaient à refuser aux classes défavorisées l'accès à l'enseignement supérieur, entravant du même coup la libre circulation des modèles culturels véhiculés par le milieu universitaire. Les charges les plus hautes demeuraient désormais réservées à l'aristocratie et l'autorité centrale prenait en main la formation (et la mise au pas) des fonctionnaires subalternes. Toute formation professionnelle demandait dorénavant une condition sociale adéquate. Dès lors l'université cessa d'être un

¹⁰² Cf. HERRLITZ, *op. cit.*, passim, et surtout l'étude pertinente de Rainer A. MUELLER, *Sozialstatus und Studienchance in Bayern im Zeitalter des Absolutismus*, in: *Historisches Jahrbuch*, t. 95, 1975, p. 120-141; également W. ZORN, *Hochschule...* (*op. cit.*), p. 321-327.

¹⁰³ Cette seconde réaction nobiliaire – pour la première, au début du XVII^e siècle, voir Rainer A. MUELLER, *Universität und Adel. Eine soziostrukturelle Studie zur Geschichte der bayerischen Landesuniversität Ingolstadt, 1472-1648*, Berlin (Duncker & Humblot) 1974 – se manifeste tout particulièrement dans les transformations de la pérégrination vers l'Italie, qui devient l'apanage de la noblesse. Alors que depuis 1650 dans la matricule de la nation germanique de Sienne, qui distingue noblesse et bourgeoisie, la part de cette dernière augmente nettement, à partir de 1680 la noblesse domine de nouveau, pour subsister seule (à l'exception des roturiers à son service, tels que précepteurs, domestiques, etc.) depuis 1700-05. Au XVIII^e siècle ne viennent plus que des nobles. Voir WEIGLE, *Die Matrikel* (*op. cit.*), t. I. Voir sur le *Kavalierstour* également Gian Paolo BRIZZI, *La pratica del viaggio d'istruzione in Italia nel Sei-Settecento*, in: *Jahrbuch des Italienisch-deutschen historischen Instituts in Trient*, t. 2, 1976, p. 203-291. L'inventaire des immatriculations germaniques à Paris que nous préparons, permet dès maintenant des conclusions semblables.

facteur de mobilité sociale et le point de mire des classes laborieuses. L'effondrement des taux jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, mais bien avant les guerres révolutionnaires qui n'ont qu'accélééré une évolution pratiquement consommée, en témoigne.

Il est d'ailleurs vraisemblable que les effets conjugués de la spécialisation croissante du monde des bureaux, en fonction même de sa croissance, et de la naissance d'un enseignement secondaire autonome, quasiment émancipé de l'université, ont conduit à une nouvelle répartition, lente et tacite, des carrières, certains offices subalternes demeurant désormais réservés aux anciens élèves des collèges, alors que les anciens étudiants des universités, avec ou sans grades, briguaient les charges supérieures. Là encore des recherches s'imposent pour déterminer sur la longue durée, et cela aussi bien sur le plan institutionnel que sur celui de la réalité concrète de la compétition sociale, quel niveau d'études était exigé ou supposé pour chaque type de fonction, quelle couche sociale y avait réellement accès et quelles ont été les variations de ces deux dimensions du problème au cours de l'époque moderne. Faute de quoi les affirmations sur l'engorgement des carrières relèveront du même flou artistique qui les a le plus souvent caractérisées jusqu'à ce jour.